

16 & 17

OCTOBRE 2024

7^e CONGRÈS RESSOURCES

LES ACTES

ORGANISATEUR



CO-ORGANISATEUR



7^{ème} CONGRES RESSOURCES



CLUB D'ÉCOLOGIE
INDUSTRIELLE
DE L'AUBE



synapse

16
17

OCTOBRE
2024



NOTE AU LECTORAT

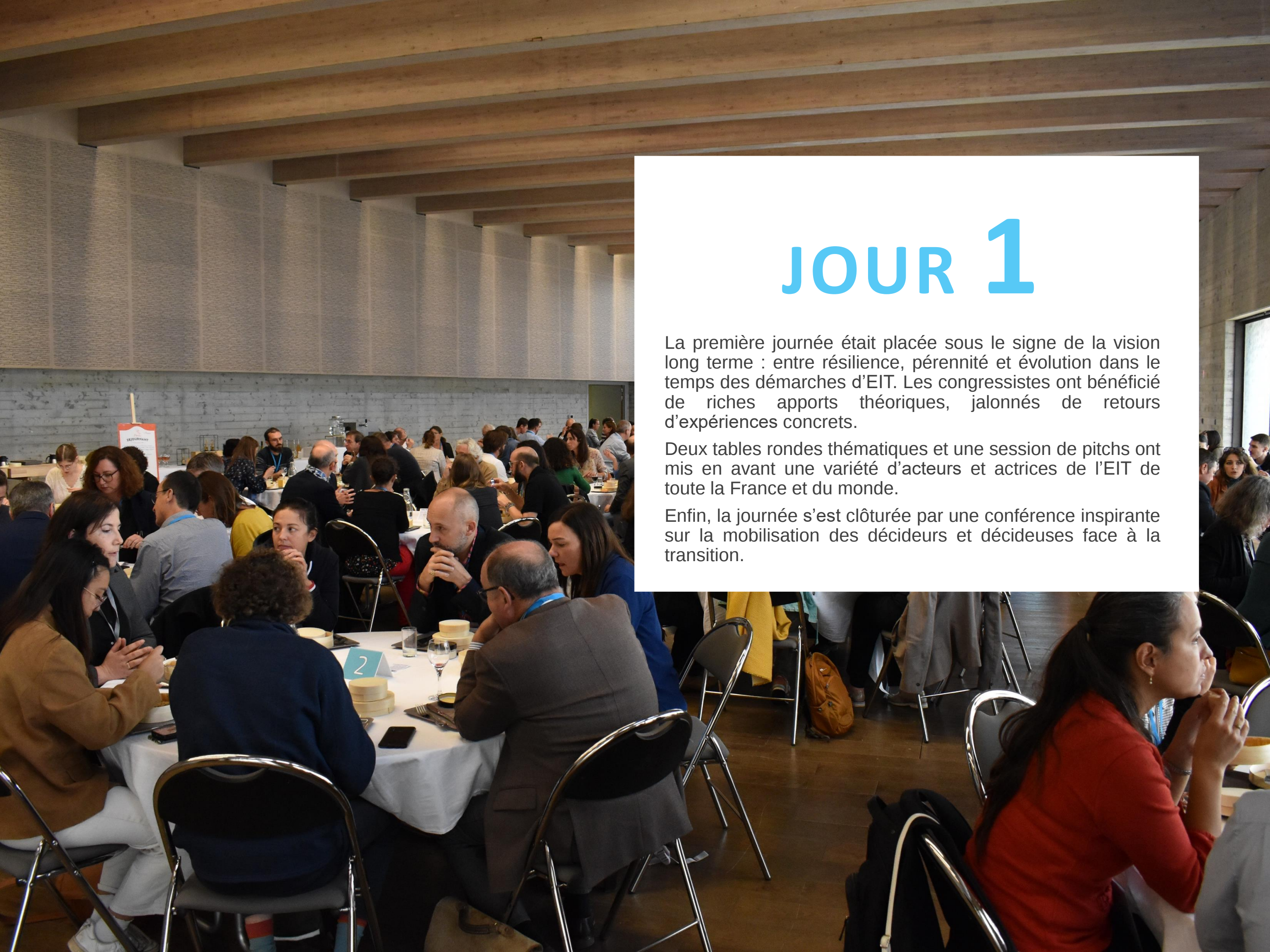
- Les éléments retranscrits dans ces actes se veulent les plus fidèles possibles aux interventions, mais ne sont pas exhaustifs.
- Une partie importante de ce qui a été évoqué lors du Congrès Ressources se trouve sur les [présentations PowerPoint des intervenant.e.s](#) à retrouver sur notre site : n'hésitez pas à vous y référer. Nous vous invitons également à consulter les études mentionnées.
- **Bonne lecture et rendez-vous en 2026 pour la 8^e édition du Congrès Ressources !**



UN ÉVÉNEMENT INCONTOURNABLE

- 204 congressistes
- 43 intervenants et intervenantes
- 23 heures d'échanges, de rencontres et de partage
- 13 partenaires financiers
- 20 pitches de pépites
- 4 ateliers interactifs
- 2 tables rondes
- 2 visites de sites
- 1 conférence inspirante
- ... et 1 dîner de gala dans la salle des fêtes de l'Hôtel de Ville de Troyes !





JOUR 1

La première journée était placée sous le signe de la vision long terme : entre résilience, pérennité et évolution dans le temps des démarches d'EIT. Les congressistes ont bénéficié de riches apports théoriques, jalonnés de retours d'expériences concrets.

Deux tables rondes thématiques et une session de pitches ont mis en avant une variété d'acteurs et actrices de l'EIT de toute la France et du monde.

Enfin, la journée s'est clôturée par une conférence inspirante sur la mobilisation des décideurs et décideuses face à la transition.



OUVERTURE OFFICIELLE DU CONGRÈS RESSOURCES

L. CLERGET, Présidente du Club d'Écologie Industrielle de l'Aube

Nous voici réunis une fois de plus lors de cet événement incontournable de l'EIT, créé en 2012 par le CEIA. Un congrès qui permet d'essaimer et partager ensemble les valeurs de l'EIT. Avec 205 personnes inscrites, nous montrons cette année encore que la thématique de l'EIT ne s'essouffle pas. Je tiens à remercier le Réseau Synapse, qui coorganise ces rencontres depuis leur 3^e édition. Merci aux partenaires financiers et associés qui permettent à cet événement de se tenir. Merci aux membres du CEIA pour l'organisation, et d'avance merci à tous les intervenant·e·s. RDV en 2026 !

T. ROUESNE, Ingénieur Réseaux de Chaleur et de Froid – Service Chaleur Renouvelable de l'ADEME

L'ADEME et le réseau Synapse sont une fois de plus très fiers d'être partenaires du Congrès Ressources. C'est l'occasion pour nous d'établir le bilan entre chaque édition – bilan non exhaustif, car très fourni ! J'attire votre attention sur trois leviers à votre disposition. 1/ Beaucoup de [ressources et actualités disponibles sur le site de Synapse](#). 2/ [L'État des lieux 2024 de l'EIT en France](#), publié par Orée. Un rapport permettant d'identifier les grandes tendances de l'EIT et ses transformations depuis 2021 – établies grâce à un panel de 71 démarches sur près de 200. 3/ L'ADEME continue d'apporter son soutien, notamment aux collectivités via le [Programme Territoire Engagé Transition Écologique](#).

C. HOMEHR, Vice-présidente du Conseil départemental de l'Aube

C'est avec un grand plaisir que le Centre des Congrès de l'Aube vous accueille pour la 4^e fois. Nous venons de fêter les 10 ans du Centre des Congrès. Nous renouvelons notre volonté d'accueillir des événements de la France entière, mais sommes encore plus fiers de représenter des démarches initiées dans le département de l'Aube – comme c'est le cas aujourd'hui.

Dans ce contexte incertain lié aux ressources, à l'énergie, aux déchets, à l'environnement : merci CEIA et vous tous et toutes ici de renforcer les liens entre acteurs publics et privés, et de mettre en avant l'entraide et le partage pour trouver des solutions à nos problématiques communes.

I. KAUFMANN, Cheffe de service à la DREAL Grand Est

Il ne se passe pas un jour sans qu'on entende parler de crise écologique, économique ou sociale. Un contexte global qui vient nous rappeler que l'EIT est indispensable pour repenser l'ensemble de nos processus de consommation, production, et gestion des ressources. Concernant le contexte local, le territoire Grand-Est a validé sa feuille de route de planification écologique fin septembre. On y retrouve nombre d'actions qui visent notamment à poursuivre et amplifier les démarches existantes – entre autres dans l'efficacité d'utilisation des ressources, la décarbonation de l'industrie et l'économie circulaire. L'EIT offre des pistes concrètes d'action grâce à la mise en réseau de nos acteurs économiques. Ces deux jours de congrès vont l'illustrer parfaitement. Nos échanges récents au sein de la DREAL m'amènent à mettre en avant deux éléments. 1/ La chaleur fatale – dont le gisement de l'industrie en Grand-Est s'élève à 17 TWh – dont 9 TWh à 100 °C. Des démarches prometteuses sont en cours pour la valoriser. 2/ D'après les données publiées par le ministère, on compte 186 démarches actives d'EIT en France, dont 18 en Grand-Est.





Table ronde animée par B. ROGOWSKI,
Président de Rogowski Consulting

TABLE RONDE INAUGURALE : RETOUR DES PRÉCÉDENTS INVITÉS D'HONNEUR

Cette année, nous accueillons les invités d'honneur des précédentes tables rondes inaugurales. Ils et elles nous partagent leur expérience à l'échelle européenne, en mettant l'accent sur leurs évolutions depuis leur intervention.

L'ÉVOLUTION DES INITIATIVES CES DERNIÈRES ANNÉES

J. PINNA, *Conseillère en Économie Circulaire chez CTTEI (Québec)*

CTTEI : Centre de transfert technologique en écologie industrielle. Il fait partie du réseau Synchronex, qui réunit 59 centres d'innovations technologiques et sociales sur l'ensemble du Québec. Le CTTEI est un vrai laboratoire d'écologie industrielle. Une vingtaine de personnes œuvre à transformer les résidus – en France vous parlez plutôt de déchets – en ressources, dans tous les secteurs d'activité : BTP, agriculture, plastique, etc. **Dans notre centre, le déchet n'existe pas. Ce sont des ressources premières, qui ont été transformées.** On veut leur redonner les propriétés physico-chimiques permettant de les réintégrer au système de production. Le centre mène de la recherche appliquée et du transfert sur 3 axes d'expertise : 1/ valorisation des déchets industriels, en identifiant des débouchés

innovants ; 2/ procédés propres ; 3/ économie circulaire, notamment via les symbioses industrielles et partages de ressources.

Cette année, le CTTEI fête ses 25 ans ! Une grosse nouveauté des 10 dernières années c'est **d'intégrer l'innovation sociale. On s'est rendu compte que malgré la qualité des idées techniques, elles restaient difficiles à implanter dans les entreprises.** La technique ne suffira pas pour que les entreprises et territoires adoptent de nouvelles pratiques. Autre évolution : en 10 ans, on est passés de 2 ou 3 symbioses à 25 projets en cours à travers le Québec. On est venu voir ce qui se passait ici, en France, pour benchmarker et s'inspirer – notamment auprès d'Orée, l'ADEME et Synapse. **Dans notre laboratoire, on a également créé une communauté de pratique. Elle a commencé sur 2 ou 3 territoires, puis il y a eu un engouement au fil des années.** On a développé des outils, formations. Aujourd'hui, on a formé plus de 60 animateurs sur le terrain, réalisé des centaines de synergies et réuni 4 000 organisations dans notre base de données.

« La technique ne suffira pas pour que les entreprises et territoires adoptent des nouvelles pratiques. » J. PINNA

RETOUR DES PRÉCÉDENTS INVITÉS D'HONNEUR

La communauté de pratique nous a permis d'obtenir des partenariats et soutiens – notamment du gouvernement – car les structures voulaient accéder aux données collectées sur le terrain. Les initiatives sont portées localement : l'autonomie de ces projets est un enjeu pour préserver les identités variées. Autre élément notable : on a développé un outil informatique, un peu le [ACTIF en France](#), pour détecter des synergies à partir des données collectées par les animateurs. Enfin, je suis fière d'avoir participé à la création du [référentiel ELIPSE](#). Si on dit à des Québécois : on va mesurer 80 indicateurs, ils nous répondent : impossible ! **Pour démontrer les retombées des symbioses, dont la rentabilité, on a développé un système avec 10 indicateurs et leur méthode de calcul. Tous doivent être mesurables et quantitatifs.** Cependant, avec les indicateurs économiques, on peine encore à convaincre les entreprises : on va donc développer de nouveaux indicateurs, sur les impacts environnementaux et sociaux. L'enjeu est la difficulté de leur quantification, et la récolte des données : ce sont les animateurs qui doivent aller récolter les infos auprès des entreprises.

Plein de [ressources sont disponibles sur notre site internet](#), notamment un [recueil de synergies](#) publié chaque année.

L. MITCHELL, Project Manager chez IMS Luxembourg (Luxembourg)

IMS Luxembourg était venu en 2014. IMS : *Inspiring More Sustainability* – inspirer plus de durabilité en français. L'association a vocation à inspirer et sensibiliser les acteurs économiques nationaux sur des stratégies et pratiques plus responsables. Nos projets reposent sur les trois piliers du développement durable : *people, planet, prosperity* (social, environnemental, économique). Il y a 10 ans, IMS c'était une équipe de 4 personnes et 100 membres. Aujourd'hui, c'est 23 personnes dans l'équipe, et 243 membres. On a organisé 158 événements en 2024 – contre 23 en 2014, et touché plus de 3 fois plus de participant·e·s. On travaillait à l'époque sur un unique sujet phare, la mobilité, alors qu'aujourd'hui on s'attaque à une multitude de sujets. Pour certains, on est les seuls au Luxembourg à sensibiliser les entreprises – notamment l'infobésité. **Ce qui nous a permis de réunir plus de membres, c'est notamment le contexte du développement durable.** Il a énormément évolué partout, mais d'autant plus au Luxembourg, car ses activités sont majoritairement tertiaires : banques, assurances, entreprises de services, etc. Chez ces entreprises, on voit une évolution impressionnante dans la priorisation de ces enjeux depuis 10 ans : maintenant, il y a des postes dédiés, ce qui nous permet d'avancer beaucoup plus loin. **Une autre évolution est la nature de nos activités : initialement, notre vocation se portait sur l'inspiration. Aujourd'hui, on fédère ou initie beaucoup d'actions – l'idée étant d'aller plus loin.** On teste des solutions innovantes, trouve des initiatives concrètes, mène des projets pilotes, etc. Autour de la table, on tente au maximum de réunir les acteurs publics et privés, à chaque projet. C'est essentiel, car notre rôle est d'aider les communes, en

faisant exister le dialogue avec les entreprises ; et en parallèle, aider les entreprises à avancer, en comprenant la commune. Ce dialogue est central pour nous. Une de nos grosses difficultés c'est la mobilisation des employé·e·s, au-delà de la personne en charge de la démarche DD qui est déjà convaincue. Il y a un turnover important au Luxembourg. C'est d'autant plus difficile de toucher les individus, leur faire comprendre les avantages à se mobiliser. **Le e-learning est très utile pour dépasser ce problème. On met en ligne des guides pratiques, organise un événement diffusé sur YouTube, partage un toolkit, etc.**

Q. DEPLUS, Coordinateur Économie Circulaire chez IDEA (Belgique)

IDEA est une intercommunale de développement économique et d'aménagement. C'est une agence de développement territorial qui regroupe 25 communes et 2 pôles urbains, entre Maubeuge et Bruxelles. On est une intercommunale multimétiers, avec 4 domaines prioritaires : énergie, eau, territoire, entreprises. On va de l'épuration des eaux usées des ménages, au développement des réseaux de chaleurs géothermiques. On accueille et accompagne les entreprises installées sur nos zones d'activités économiques, on travaille aussi auprès de nos communes. On était venus au Congrès Ressources en 2020, mais IDEA a été créée en 1956. On a eu plusieurs expériences pilotes dans le passé, qui ont servi de tests pour se structurer, se professionnaliser. **On travaille aujourd'hui à 3 échelles, qui s'articulent pour vraiment soutenir les entreprises : territoriale, symbiose industrielle, et micro.** Cette échelle micro était dédiée à la maison d'entreprises, présentée en 2020, qu'on a aujourd'hui complètement intégrée.

Par ailleurs, on accompagne l'implantation des entreprises dans nos zones d'activités économiques. **Initialement, on avait 2 critères pour choisir à qui vendre les terrains : le nombre d'hectares et le nombre d'emplois. Aujourd'hui, on a ajouté une charte d'économie circulaire qui liste 50 actions : pour s'implanter, les entreprises doivent s'engager à en réaliser au moins 10, sous 3 ans.** La charte est issue d'un travail collaboratif en interne. Ce sont les équipes commerciales et en lien avec le terrain qui font signer cette charte. L'accueil des entreprises est assez variable, selon le profil des investisseurs ou dirigeants. S'ils sont déjà sensibles, ils vont tout de suite signer et s'engager sur 10 voire 15 actions. D'autres le font plutôt par obligation. Malheureusement, aujourd'hui on n'a pas les moyens et capacités internes de faire un suivi – 20 à 40 entreprises s'implantent sur nos zones d'activités chaque année ! **Comme dans toute action de synergie : c'est difficile et chronophage d'avoir un retour exhaustif.** 2 exemples pour illustrer la diversité de notre travail : [l'expérience de Tertre](#) notre première expérience d'EIT. Une zone regroupant 8 entreprises, plutôt orientées chimie, dont l'une représente à elle seule 2 % de la consommation en gaz de la Belgique. Depuis 2020, les synergies se sont pérennisées : une des entreprises fournit de l'électricité à 2 voisines, la chaleur sous forme de vapeur est revendue, etc.

RETOUR DES PRÉCÉDENTS INVITÉS D'HONNEUR

En 2012, on avait également identifié un gros enjeu sur les rejets d'eaux industrielles. Grâce à un projet pilote d'étude, aujourd'hui une station d'épuration est en cours de construction – avec pour objectif de traiter les eaux des industriels de la zone. Les industriels prennent leur responsabilité et investissent dans les outils pour traiter les eaux eux-mêmes. Autre exemple : on a implanté un composteur électromécanique, traitant les déchets organiques issus du cours de cuisine, grâce à l'investissement de la province et de l'assemblée des jeunes.

P. LAYBOURN, *Fondateur et président d'ISL (Royaume-Uni)*

ISL : *International Synergies Limited*. On s'est établi en 2005 et spécialisé dans la symbiose industrielle (EIT). On a 4 axes principaux : 1/ facilitation, directement auprès des entreprises ; 2/ formation ; 3/ conseil, typiquement en développant des feuilles de route à l'échelle de régions ou pays ; 4/ promotion de l'économie circulaire. On s'appuie sur notre logiciel : SYNERGie®. Il regroupe de multiples exemples de réussites et ressources. On est probablement le plus connu pour la méthode NISP®. On a travaillé avec 50 pays dans le monde. C'est un modèle très robuste, qui a donné des résultats environnementaux, sociaux et économiques année après année, traversant les cultures et frontières.

Concernant l'évolution depuis ma dernière intervention, en 2020 : la méthode NISP® est globalement la même. Les logiciels ont évolué, sont plus sophistiqués... Mais ne suffisent pas. **Même si on identifie des opportunités, les entreprises – surtout les PME – n'ont pas le temps et les moyens de les concrétiser seules.**

“Plutôt que d'éducation, on a besoin de plus de facilitation.”

En 2024, je vois des signes très encourageants pour le développement de l'EIT, de la part d'institutions mondiales. Par exemple, le Groupe international d'experts sur les ressources (*International Resource Panel*), le WBCSD (*World Business Council for Sustainable Development*) et l'Organisation des Nations Unies ont publié plusieurs rapports promouvant l'EIT comme partie intégrale de la solution. La Commission européenne est également très active. Le comité technique CEN/TC 465 – Villes et communautés territoriales durables – a voté la création d'un groupe de travail pour standardiser l'EIT à l'échelle européenne. Si la Commission reconnaît le potentiel de ce secteur, on peut faire des progrès rapides. Je suis optimiste et je trouve ces nouvelles encourageantes ! **Il y a beaucoup à faire, et on a les outils pour le faire : allons-y !**

ENJEUX ET PRIORITÉS ACTUELS

J. PINNA, *Conseillère en Économie Circulaire chez CTTÉI (Québec)*

On vit une période de mutation en ce moment dans notre communauté de pratique. Les quelque 25 membres ont voulu une approche plus participative. On a

remis en place des comités de pilotages, qui ont notamment mis en avant l'utilité des plateformes informatiques de partage. **Pour la pérennité des symbioses, la durée de l'accompagnement est également un enjeu. Pour ça, il faut professionnaliser le travail d'animation et facilitation** : rassembler des savoirs, des savoir-faire et encadrer sur le terrain pour favoriser le partage d'outils et pratiques. Pour ça, on travaille avec l'université de Sherbrooke. Les projets font face à des freins techniques, réglementaires, culturels ; mais **jusqu'à maintenant c'est le frein culturel qui montre le plus de résistance. Et c'est l'accompagnement qui fait bouger les entreprises, c'est l'humain qui permet de lever les freins, un à un.** Maintenant, on accompagne même les entreprises dans un nouveau modèle d'affaires, avant même que le déchet ne soit généré – je vous recommande [Circulab](#) sur ce sujet. Enfin, en tant que communauté de pratique, un de nos mandats est aussi de faire remonter les besoins aux élus pour qu'ils puissent y aligner leur politique et mieux servir la société.

L. MITCHELL, *Project Manager chez IMS Luxembourg (Luxembourg)*

Notre priorité au quotidien est de renforcer le dialogue et les liens, pour renforcer les actions au sein et entre les entreprises. **Sans les communes, on ne peut rien faire, mais elles voient peu d'intérêt à travailler avec les personnes qui ne sont pas leur électorat : nous, on se positionne comme tiers neutre, apolitique et associatif pour y pallier.** C'est essentiel aussi pour faire émerger des synergies entre des entreprises concurrentes. **On n'a pas besoin d'être leader, mais facilitateur.** À court terme, on aimerait développer une réponse pour accompagner de plus grosses industries du Luxembourg et nous positionner sur de nouveaux sujets. Enfin, **on souhaite passer d'actions ciblées sur un an – très mobilisatrice, mais parfois peu ambitieuses – à des projets plus long terme.** Par exemple, au Luxembourg, la mobilité des salarié-e-s est de cœur de nos projets : c'est ce qui pèse le plus lourd dans le bilan carbone de nos entreprises du secteur tertiaire, accentué par les flux transfrontaliers. Une solution est l'investissement de navettes par plusieurs entreprises : cela demande au minimum 2 ans.

On tient aussi à aller vers plus de transversalité. Chez IMS on est initialement très actifs sur le côté social, notamment avec [charte de la diversité et de l'inclusion](#) qu'on anime au Luxembourg. On veut que ça se traduise dans nos projets : que les entreprises ne soient plus focalisées sur un seul axe de priorité. Par exemple, cette année on a testé le Repair Café en entreprise : typiquement une activité à la fois sociale et environnementale.

Q. DEPLUS, *Coordinateur Économie Circulaire chez IDEA (Belgique)*

En ce moment, on travaille à pérenniser le projet qu'on développe sur la [zone industrielle de Ghlin-Baudour](#). Elle rassemble aujourd'hui une vingtaine d'industriels, issus notamment du secteur du recyclage, de la chimie,

RETOUR DES PRÉCÉDENTS INVITÉS D'HONNEUR

de l'automobile, mais aussi un data center de Google. On a une feuille de route sur 5 thèmes : énergie, eau, déchets et matériaux circulaires, logistique, mutualisation de service. Ce sont majoritairement de grandes entreprises, voire des multinationales : elles ont des objectifs de décarbonation à horizon 2030, 2040 et 2050. **On travaille avec eux sur des échanges, des bonnes pratiques, mais aussi comment mettre en place une véritable stratégie, basée sur les solutions qui existent.** On veut travailler sur des projets qui mixent PME et grandes entreprises, à la fois sur la décarbonation et sur des symbioses.

On travaille également avec des universités. Leur intervention peut être à 3 niveaux : 1/ la recherche, travailler directement avec les industriels pour fournir des solutions spécifiques, mettre au point de nouveaux procédés et technologies ; 2/ la formation, en amenant de la transversalité, par exemple apprendre à un économiste à prendre en compte la consommation des ressources ; 3/ mettre en place un certificat universitaire, pour permettre à des professionnels d'aller plus loin dans l'EIT.

DONNER LE MEILLEUR DE L'EIT

P. LAYBOURN, *Fondateur et président d'ISL (Royaume-Uni)*

Je crois qu'on espère toujours une formule magique ou une innovation révolutionnaire. Mais il n'y a pas besoin de magie. **Avec l'EIT on a un outil, on sait le faire, et on le fait bien.** Pour les politiques, ce n'est peut-être pas aussi vendeur que les voitures électriques ou autre technologie, mais c'est performant économiquement, climatiquement, c'est *industry friendly* : bref, ça marche. **Si j'avais une baguette magique, je demanderais simplement à toutes les nations d'investir une partie de leur budget dans l'EIT.** En travaillant dans différents pays, j'ai compris qu'il y avait plus de similarités que de différences – surtout quand il s'agit du business. On voit souvent que le *business as usual* prend le dessus. **Dans tous les pays, même quand il y a une opportunité, on sécurise avant tout les finances. C'est pour ça qu'il y a besoin de nous, facilitateurs, pour montrer les solutions.**

L'EIT fournit ses meilleurs résultats quand il y a un soutien durable. Beaucoup de pays font de l'EIT par projet : une intervention ponctuelle. Mais il faut un accompagnement plus long. **Je pense aussi que l'EIT est plus performante quand elle est libre de contraintes.** Il ne faut pas, comme je le vois avec certains soutiens financiers, la limiter à certaines tailles d'entreprises, certaines ressources ou des zones géographiques trop petites. La diversité est une clé. Enfin, les entreprises sont parfois réfractaires à l'EIT par peur de transgresser les réglementations. Je tiens à rappeler qu'on n'a pas besoin de changer la réglementation pour que l'EIT fonctionne. Parfois, ça aide. On voit des exemples, comme en Italie, où on trouve des moyens de simplifier le statut de déchet et soulager du travail administratif. **Mais l'EIT marche parfaitement dans le cadre réglementaire actuel.**



PITCHS DES PÉPITES

Cette année encore, une session de pitchs des pépites inspirantes et exemplaires a clôturé le déjeuner. Les congressistes ont pu choisir 5 pitchs parmi les 20 sessions de présentations proposées.

Chaque pitcheur ou pitcheuse disposait de 5 minutes pour présenter son projet, suivi de 5 minutes de questions avec son auditoire.

Ce format permet :

- de passer un **maximum d'informations** en peu de temps ;
- d'**identifier** les porteurs et porteuses de projets ;
- de **favoriser les échanges** et les questions, pendant et après les interventions ;
- de mettre en avant une **diversité d'initiatives** ;
- de transmettre un maximum de **retours d'expérience** de manière dynamique.

Lors de chacune des sessions, 4 pitchs se tenaient en parallèle. Difficile de choisir !

Heureusement, vous disposez maintenant des [retranscriptions vidéos](#), pour profiter de tous les apprentissages manqués.





Table ronde animée par B. ROGOWSKI,
Président de Rogowski Consulting

TABLE RONDE #2 : L'EIT COMME OUTIL DE RÉSILIENCE DES TERRITOIRES

DÉMARCHE DE RÉSILIENCE DES ACTEURS ÉCONOMIQUES

G. LANNOU, *Directeur du Club d'Écologie Industrielle de l'Aube*

Quand on est à un état initial, et qu'un aléa crée une perturbation, **la résilience c'est notre capacité à revenir à un état de stabilité – qui peut être dégradé, agraté ou de même niveau**. Certains parlent d'anti-fragilité. Et face à ça, le collectif aide, donc l'EIT aide. Car l'EIT, c'est jouer collectif. C'est travailler ensemble. En général, quand on met plusieurs cerveaux autour de la table, ça permet d'être plus intelligent – c'est-à-dire, d'avoir une meilleure capacité à faire face aux situations qui se présentent.

Aujourd'hui et dans le futur, l'aléa peut être le changement climatique et ses conséquences, l'ensemble des transitions à opérer, etc. Citons l'exemple du Covid : les acteurs économiques, publics et privés, se sont mobilisés pour traverser cet aléa, continuer à produire de la valeur, répondre aux nouvelles demandes.

L'entreprise Dislaub, implantée près de Troyes, produisait des alcools et solvants. Pendant la crise, l'entreprise a changé ses offres pour produire du gel hydroalcoolique. Sa démarche a été de regarder ses sauts productifs – une notion développée par [Arnaud Florentin](#), chez Utopies. C'est **1/ faire le bilan de son patrimoine productif – savoir-faire, équipements, ressources humaines, 2/ s'interroger sur ses métiers de demain, 3/ se demander si ces derniers peuvent servir un autre acteur du territoire**. C'est se demander comment, à partir de mon patrimoine, je peux proposer une nouvelle activité, une nouvelle offre. C'est dommage d'attendre la crise pour le faire : c'est le rôle des dirigeant·e·s de s'interroger, aussi quand tout va bien. Sur un territoire, on peut se poser cette question entre plusieurs acteurs et entreprises, donc en faire d'autant plus une force. Certes, on crée une interdépendance... Mais elle permet de transformer son activité, et ne plus être fragile face à l'aléa. **Si un acteur source aujourd'hui des services ou matériaux à l'extérieur, est-ce que demain il peut m'en confier 5 % ?**

L'EIT COMME OUTIL DE RÉSILIENCE DES TERRITOIRES

« L'EIT, c'est jouer collectif. C'est travailler ensemble. »

Le but n'est pas l'autarcie, mais la relocalisation d'une partie des transactions sur le territoire. Rien que 5 %. Le jour où il y a un aléa, l'accès à des marchés extérieurs qui sont bloqués, c'est tellement plus facile de passer de 5 % à 20 %, que devoir s'approprier un nouveau cahier des charges et passer de 0 % à quelques pourcents ! Dans une crise, avoir une capacité de production à proximité est très intéressant, et notre rôle dans ça c'est d'opérer des maillages. Voir l'atelier A et l'expérimentation avec la communauté de commune de Bar-sur-Seine.

EXEMPLES DE DÉMARCHES SOURCES DE RÉSILIENCE LOCALE

N. ABBOU, *Chargée de mission développeur en EC de Rodez Agglomération*

La démarche Cartees a été initiée en 2021 sur l'agglomération de Rodez, en nord Occitanie. [Cartees](#) : Club Agglo Rodez pour la Transition Écologique, Économique et Solidaire. Suite à une étude, nous avons choisi la zone de Bel-Air : elle représente 3 communes, et regroupe principalement des entreprises industrielles. Nous avons mené un travail de terrain auprès de 183 entreprises. Résultat : 10 synergies repérées, 3 activités choisies – énergie, communication, déchets. Nous avons alors créé des groupes de travail dans les entreprises.

Il était important pour nous de créer un climat de confiance avec les entreprises, un club, pour ensuite démarrer les actions. Elles travaillaient les unes à côté des autres, mais ne se connaissaient pas ! Petit à petit, on a brisé la glace. Aujourd'hui tout le monde se tutoie, a échangé son 06. Au début, on réunissait 10 entreprises, notre cœur de confiance, maintenant c'est 57. Nous bénéficions aussi d'un fort portage politique : notre élue en charge est présente à presque tous les ateliers.

Nous avons mis en place une plateforme numérique d'échange des ressources, Le Bon Coin des entreprises : des déchets, mais aussi du service, de l'humain, des prêts de salle, de biens, du matériel, etc. Les acteurs ne sont pas encore autonomes, n'ont pas le réflexe d'aller sur la plateforme : il y a un travail de fond à faire. En parallèle, la thématique de l'énergie est traitée par un collègue, qui sensibilise sur l'achat groupé et l'autoconsommation de l'énergie.

Ce qui a été compliqué, c'était démontrer aux entreprises que leurs déchets pouvaient être des ressources. Pour réemployer leurs termes : « je me vois mal refiler mes cartons, mes tissus ; ça va à la poubelle et point barre ! ». Notre pari a été de montrer qu'avec leurs déchets, on pouvait faire des produits à destination du grand public. À l'occasion du premier anniversaire Cartees et du Festival de Développement Durable, **au lieu d'offrir à nos partenaires des cadeaux Made in**

China, on a offert du Made in Bel Air ! Ce sont des produits qui représentent aussi notre territoire. Le tote bag, pour transporter l'ensemble, a été fabriqué avec des housses de voiture. Ensuite : une planche à découper issue de chutes de bois, une fabrication toute simple. Et notre produit phare : un couteau, qui représente tout particulièrement notre territoire, puisque nous avons fait appel à l'entreprise Le Liadou pour les lames. Le manche est issu de chutes de bois de l'ESAT. Sur les produits, on affiche le logo de l'initiative Cartees et de l'entreprise d'où émane la matière première. Quand on a offert ces produits, les entreprises partenaires et nos financeurs ont été bluffés : ça nous a mis un coup de boost !

« On a démontré qu'avec les déchets, on pouvait fabriquer des produits nobles. »

Nous avons signé une convention de partenariat avec la chambre des métiers, qui va nous accompagner. Pour la communication, on est beaucoup aidés par les étudiants d'études supérieures, puisque la dimension DD est maintenant au programme.

A. KIMENAU-FETTER, *Chargé de mission EC, Sarrebourg Moselle Sud*

Le territoire de Sarrebourg est au carrefour entre les grandes agglomérations de Strasbourg, Nancy et Metz – 3 bassins d'emploi. La moitié des habitants vont y travailler. C'est un territoire très rural, avec seulement 6 % d'urbanisation, mais aussi un bassin industriel avec un savoir-faire ancré : la couture. **Le territoire est un EPCI, un territoire de projets : chaque contrainte ou frein y est saisi comme une opportunité de développement.** C'est d'ailleurs comme ça qu'est née la démarche EIT : au début des années 2010, un site d'enfouissement est arrivé à saturation. Nous avons été une des premières communes à appliquer la redevance incitative, posant le terreau de la démarche EIT.

Nous avons souhaité traiter conjointement cet enjeu de valorisation, et le problème de recrutement sur notre territoire. Suite à des visites d'entreprises, nous avons identifié un gisement : 4 tonnes mensuelles de chutes de cuir et tissu, avec un potentiel de création d'emploi. C'est une matière première qui n'est pas encore à l'état de déchet. Nous avons alors monté des groupes de travail avec les entreprises partenaires et des associations citoyennes, pour identifier comment et en quoi allaient être transformées ces chutes de production. C'était assez évident pour le territoire qu'il fallait redéployer une filière de formation sur les métiers de la couture. Nous avons été accompagnés par un acteur de l'ESS, qui emploie des salariés en réinsertion et fait monter en compétences les couturier·ère·s. À l'issue de la formation, ils et elles sont réemployables par les entreprises partenaires.

L'EIT COMME OUTIL DE RÉSILIENCE DES TERRITOIRES

Ainsi, la démarche répond à trois objectifs : 1/ préserver les savoir-faire spécifiques à notre territoire ; 2/ valoriser des chutes de production ; 3/ créer des emplois non délocalisables.

La particularité de travailler des chutes de productions est que nous sommes obligés de travailler des petits objets. Quelques exemples : un porte carte, des trousse, des tote bag pour répondre à une demande grandissante de goodies écoresponsables de la part des collectivités, des pochettes d'ordinateur en multimatériaux. Chaque produit est unique, car nous travaillons des chutes.

« Pour écouler de telles masses, on doit se réinventer et avoir un bon message. »

Grâce aux synergies mise en place dans les groupes de travail, certaines entreprises développent des actions d'économie de la fonctionnalité et de mutualisation. Par exemple, Mephisto et SteelCase sont deux entreprises voisines de l'industrie textile. Quand Steelcase reçoit une commande avec des cuirs plus épais que ce qu'ils ont l'habitude de travailler, plutôt que commander une nouvelle machine pour répondre à la commande, ils utilisent celles de Mephisto.

La communauté de commune Sarrebourg n'avait pas vocation à porter le projet ni développer une activité économique. Nous avons décidé de créer une association, qui regroupe les acteurs du projet et des partenariats. C'est une association de préfiguration, qui a été créée pour pouvoir muter en SCIC à moyen terme. Nous souhaitons construire une identité de travail multimatière et de préservation des savoir-faire. Deux partenaires ont été associés, notamment la filière agricole pour valoriser la laine de mouton et apporter un supplément de revenu aux agriculteurs. **La démarche menée ces 3 dernières années est répliquable à chaque gisement : faire le diagnostic, trouver les personnes motrices, identifier l'exutoire.** Nous travaillons avec l'eurométropole de Metz pour faire de la massification et flécher le gisement transformé. **Ce qui fait notre force, c'est peut-être notre éloignement de tous les centres névralgiques d'Alsace-Lorraine : un territoire à taille humaine, il en découle des chemins de décision courts, des élus dynamiques et qui y croient, et la grande majorité des chef-fe-s d'entreprises viennent du territoire et ont donc une implication pour préserver ses richesses. C'est d'abord et avant tout une histoire de personnes : quand il y a plusieurs personnes pour qui le projet fait sens, c'est plus facile de rassembler les autres.**

A. RUFFIN et V. LOUBIÈRE travaillent sur la démarche EIT du territoire de Plaine Commune, avec des points de vue différents.

A. RUFFIN, Chargée de mission mobilisation citoyenne et écologie de l'Établissement public territorial Plaine Commune

On vous emmène dans un tout autre type de territoire, très loin de la ruralité :

Plaine Commune, en Seine-Saint-Denis, dans la métropole du Grand Paris. Il regroupe 9 villes, au Nord de Paris. Un territoire mis à l'honneur pendant les JO et JP puisqu'il comprend le village olympique et le stade de France. Un territoire très peuplé, très dense, avec une population relativement pauvre – 36 % vivent sous le seuil de pauvreté. Mais c'est aussi un territoire bâtisseur, avec beaucoup de projets de renouvellement urbain, et riche d'une forte dynamique associative. C'est aussi un territoire avec une très forte ambition sur le plan écologique, et une politique de soutien à l'ESS et au monde associatif.

V. LOUBIÈRE, Architecte Système Territorial chez Odyssée

Le projet d'EIT est le fruit d'une opportunité qui s'est présentée dans le cadre des JO et JP : Solidéo, une entreprise publique en charge des infrastructures d'accueil des jeux, a lancé l'appel à projets Smart Citizen. **La demande initiale était centrée sur une solution numérique, pour financer l'innovation et la transition. Or, les démarches de transition écologiques sont avant tout des démarches humaines.** La réponse faite a été une démarche d'écologie territoriale qui vise à mobiliser l'ensemble des acteurs du territoire – habitants, associations, entreprises, commerçants, grandes entreprises, et la collectivité. **L'objectif était de mailler l'ensemble de ces acteurs en un réseau d'écologie territoriale, et stimuler ces interactions** pour qu'elles soient de plus en plus circulaires, durables, abordables pour les plus modestes, attractives pour les plus réticent-e-s. Bref : que l'ensemble de ces interactions participent à transformer le territoire vers un état résilient.

A. RUFFIN : [Le Comité ECO](#) est une association fondée par Plaine Commune, l'Institut de Recherche et d'Innovation (IRI) et l'agence d'urbanisme Odyssée. Elle a été créée comme un tiers de confiance pour porter et animer cette démarche, accompagner les transformations écologiques. **Ce n'est pas un projet d'EIT classique puisqu'il y a aussi une forte mobilisation citoyenne.**

V. LOUBIÈRE : L'enjeu pour Plaine Commune est d'embarquer tout le monde dans la transition : mener une transition populaire, inclusive et juste.

« Le constat c'est que l'économie de demain existe déjà. »

Il y a un foisonnement d'associations et entreprises – de l'ESS ou pas – qui proposent déjà des services, produits, événements qui contribuent à réduire la marche de passage à l'action écologique. Ça existe ! Le défi c'est les rendre aussi accessibles, intuitifs et communicatifs que ce qu'on voit sur les réseaux sociaux.

L'association déploie une méthodologie qui s'inspire de l'EIT pour mettre en place un réseau d'écologie territoriale : [Parcours de vie résilients](#). **L'idée c'est de partir des usages et ce qui existe sur le territoire, et les orienter pour renforcer les filières durables sur le territoire.** Par exemple : les cuisines contributives sont un des premiers parcours qu'on a déployé. Les habitants et habitantes ont

L'EIT COMME OUTIL DE RÉSILIENCE DES TERRITOIRES

l'habitude de faire des cuisines en groupe, pour faire des économies. On leur donne accès aux cuisines du territoire qui sont sous-utilisées : on leur permet d'y préparer des recettes saines et durables, et coordonner l'ensemble des acteurs de la filière alimentaire. **On touche 30 acteurs professionnels et une centaine d'habitants qui participent et s'autonomisent pour opérer ces sessions : c'est devenu une coutume qu'on essaye de promouvoir en masse sur le territoire.**

Une autre filière est la récupération du textile. Il y a tout un gisement de textile très nocif : celui jeté dans les salles de collecte d'encombrants en pieds d'immeubles. L'idée c'est d'éviter ce flux, qui moisit et attire les rats : 1/ soutenir les ressourceries éphémères qui sont organisées par les bailleurs en pied d'immeuble ; 2/ les conjuguer avec les autres fournisseurs de surplus textile pour centraliser et cataloguer l'ensemble des textiles disponibles sur le territoire ; 3/ mobiliser les transformateurs (ateliers, designers, associations) et les demandeurs (des crèches, hôtels, etc.). On a démarré l'initiative en juin, on a déjà mobilisé 20 acteurs, détecté 80 synergies et on est en train de monter des contrats d'achat des produits issus de ces filières.

Un autre axe : on a lancé les Défis Pro. **L'objectif est de faire de la synergie en masse. Pour ça, on a créé un catalogue avec des synergies clé en main** – inspiré des publications de Synapse et d'autres acteurs. On a identifié les acteurs locaux qui peuvent rapidement les mettre en œuvre, et l'ensemble des 140 entreprises adhérentes aux Comité Eco se sont engagées à en réaliser au moins une.

A. RUFFIN : Le réseau d'acteurs du territoire (commerces, entreprises, associations) est mis en valeur auprès des habitants via l'appli [Carte ECO](#). Elle permet de rendre visible et d'incarner de façon très concrète un certain nombre d'enjeux de l'écologie et initiatives locales. Sur Plaine Commune, il y a de nombreuses politiques en place et initiative en cours, mais les habitant·e·s ne les connaissent pas forcément : l'objectif de l'application est de rendre ça très concret dans leur quotidien. **Carte ECO est aussi le support d'une monnaie locale qui se dépense chez les commerçants du réseau. Sur certaines actions, on propose une forme de récompense** : par exemple, je mange végétarien chez un restaurateur du territoire, ou participe à un atelier de cuisine contributive : je gagne quelques Ecos. Puisqu'on ne peut pas vraiment jouer sur l'identité territoriale, qui n'est pas aussi forte que sur d'autres territoires, on imagine mobiliser cet outil de petites récompenses incitatives à l'occasion de politiques publiques ou pour répondre à des enjeux du territoire. Par exemple, pour déployer la stratégie autour des biodéchets, on peut mettre l'accent sur cet axe-là auprès des habitants.

« Les monnaies locales poussent les entreprises à tisser des liens locaux, et les citoyens à consommer sur le territoire. »

V. LOUBIÈRE : l'ambition qui nous a été un peu imposée via Solidéo **c'est être en mesure de démontrer une démarche systémique sur le territoire, pour activer un mouvement de transition écologique qui s'emballe petit à petit, et qui puisse être transposable ailleurs.** On a élaboré une démarche, on travaille des métiers, et on a un outil technique réutilisable ailleurs, l'application, qui est un écosystème numérique comparable à ce que proposent les réseaux sociaux. On met dans les mains des collectivités ce que Zuckerberg a dans les mains pour influencer les politiques mondiales. L'application est accessible pour toutes : les entreprises et habitants entrent gratuitement, partagent des ressources et reçoivent des actions. Les grandes entreprises payent. Et les collectivités peuvent piloter tout ça.

A. RUFFIN : On aura réussi quand on atteindra l'adoption de l'application par la majorité des habitants et habitantes du territoire : **on ne veut pas créer une démarche confidentielle avec quelques écolos déjà convaincus. C'est une vraie ambition au service des entreprises, des citoyens et du lien entre les deux.**

G. LANNOU, *Directeur du Club d'Écologie Industrielle de l'Aube*

L'Aube c'est environ 310 000 habitants, l'agglomération de Troyes au milieu qui comprend quelques pôles industriels forts, et le Nogentais au nord qui est assez industrialisé, avec un passé autour du textile. **Un des facteurs clés que j'ai identifié dans l'Aube, c'est la conscience que c'est un petit territoire, et que pour être attractif, il faut faire preuve d'une certaine cohésion.** Ainsi, on a très facilement accès aux décideur·euse·s publics, aux directions des entreprises, qui ont envie de faire venir et faire rester, de raconter l'histoire de ce territoire. On le dit depuis ce matin : l'humain est au cœur. Cette valeur là est très importante et elle n'a pas de prix. **Quand les gens se parlent et échangent de l'information, ils peuvent échanger matières, eau, énergie... Bref : faire de l'EIT.**

On a lancé, il y a un an ou deux, une initiative de réemploi étudiante : la récupération de chutes de production des entreprises pour les projets des étudiants (maquettes, prototypes, etc.). Cela leur évite de racheter des matières qui existent déjà, en neuves, mais sont mal placées puisqu'on les appelle déchets. On a voulu travailler non seulement avec l'école de design, mais aussi toutes les universités et grandes écoles de l'agglomération. Aucune porte ne s'est fermée : tout le monde nous a dit oui. **C'est aussi une manière de faire coopérer, donc un vrai outil de résilience. Il y a un avantage économique, mais pour moi la première finalité c'est qu'on a créé un lien supplémentaire** entre les étudiants et le tissu d'entreprises locales. On crée des liens entre ces mondes qui s'ignorent la plupart du temps – ou restent purement contractuels. C'est ça l'EIT pour moi : créer les conditions de cet échange, qui aura ensuite une vertu, car il est ancré sur le territoire. Ça se passe sur plusieurs territoires, avec différentes façons de faire, mais il y a un vecteur commun : l'humain.



CONFÉRENCE INSPIRANTE : RISQUES DE TRANSITION POUR LES DÉCIDEURS : COMMENT MOBILISER ?

Cédric RINGENBACH,
CEO de Blue Choice & auteur de la
Fresque du Climat

Ce soir, je vous propose de nous donner des raisons d'espérer.

L'ÉQUATION DE KAYA : UNE IMPASSE

Aujourd'hui, pour respecter les accords de Paris, on devrait diminuer les émissions de CO₂ de 5 % par an jusqu'à la fin du siècle, au niveau mondial. Dans les pays développés, il faudrait diminuer beaucoup plus. L'équation de Kaya nous dit que la quantité de CO₂ émis par notre société, c'est le produit entre : la croissance économique, l'intensité énergétique de l'économie, l'intensité carbone de l'énergie et la population.

$$\text{CO}_2 = \text{population} \times \left(\frac{\text{PIB}}{\text{population}} \right) \times \left(\frac{\text{énergie}}{\text{PIB}} \right) \times \left(\frac{\text{CO}_2}{\text{énergie}} \right)$$

Elle nous dit que pour faire baisser les émissions de CO₂, on n'a pas d'autre solution que faire baisser un ou plusieurs de ces termes. Baisser l'intensité carbone de l'énergie, améliorer l'efficacité énergétique, agir sur la décroissance... Puisqu'on ne va pas tuer tout le monde. Décarboner l'énergie peut sembler

atteignable avec les EnR. Pourtant, la consommation d'énergies fossiles augmente toujours de 1 % par an, malgré le déploiement massif des énergies décarbonées. La décarbonation de l'énergie ne va pas suffire.

On pourrait jouer sur le deuxième terme : l'efficacité énergétique. On en fait depuis le début de l'ère industrielle : chaque année, on génère un peu plus de PIB avec moins d'énergie par unité. Mais, depuis plusieurs décennies, l'efficacité énergétique ne dépasse pas 1 ou 2 % par an. Ça ne suffira pas non plus. Alors, est-ce qu'on va tous mourir ? Pour trouver une autre sortie, je vous propose de casser cette équation, et introduire de nouvelles notions pour la réparer.

PRENDRE EN COMPTE LES BONS PARAMÈTRES

Le raisonnement consiste à prendre l'équation de Kaya dans différents secteurs, et se demander : que veut dire vraiment le PIB ? Dans le secteur du transport, ça sera le nombre de kilomètres ; dans l'industrie, ça sera la production d'objets. Au-delà de la production, le PIB représente les services rendus par l'économie :

RISQUES DE TRANSITION : COMMENT MOBILISER ?

développement, prospérité, confort, etc. **En réalité, on peut assurer le même service, avec moins de production.** Dans le transport par exemple, en améliorant le taux de remplissage des véhicules ; dans l'industrie, en augmentant la durée de vie des produits. On peut donc réécrire l'équation de Kaya en ajoutant un nouveau terme : **l'intensification des usages**. Si on a produit quelque chose, autant s'en servir le plus possible : ça ne coûte rien de plus. Mutualisation, augmentation des durées de vie des objets... Même niveau de vie, moins de production.

$$CO_2 = \left(\frac{CO_2}{\text{énergie}} \right) \times \left(\frac{\text{énergie}}{\text{production}} \right) \times \left(\frac{\text{production}}{\text{besoin}} \right) \times \left(\frac{\text{besoins}}{\text{population}} \right) \times \text{population}$$

De cette manière, on baisse les pressions sur le réchauffement climatique, mais aussi sur les autres limites planétaires. Ce raisonnement traduit d'ailleurs l'imperfection du PIB.

Après avoir baissé l'intensification des usages, on travaille sur **l'efficacité énergétique**, pour réduire notre consommation, avant de chercher à **décarboner l'énergie** qu'il reste à produire. **En agissant dans le bon ordre, et en particulier sur l'intensification des usages, on peut diminuer par deux la consommation mondiale d'énergie. On se débarrasserait alors en priorité des énergies les plus carbonées** : la totalité du charbon et une partie du pétrole. Ainsi, on baisserait de 30 % le facteur d'émission de l'énergie au niveau mondial – sans même augmenter les énergies renouvelables ! Ça demande de revoir complètement le fonctionnement de l'économie mondiale, mais techniquement c'est possible. Tout en permettant aux pays qui en ont besoin de se développer.

Il reste l'enjeu de l'effet rebond : le fait de consommer plus au global, car chaque consommation est moins coûteuse. On a déjà réussi à faire baisser des termes de l'équation de Kaya, mais ils ont toujours été compensés par l'effet rebond. Pour éviter ça, il va falloir mettre une grosse pression sur le CO₂ : des taxes et réglementations. On va positionner les projets dans le temps en fonction du coût à la tonne de CO₂ évité.

FAIRE BOUGER LES DIRIGEANTS ET DIRIGEANTES

Il y a de nombreux leviers de décarbonation pour chaque secteur : je vous renvoie pour ça vers le [Plan de Transformation de l'Économie Française \(PTEF\)](#) réalisé par le Shift Project. 15 chapitres, 15 secteurs économiques avec pour chacun des solutions pragmatiques pour décarboner l'économie en favorisant la résilience et l'emploi. On a conçu les Ateliers Planète avec une dizaine de cabinets de conseils. Ces ateliers réunissent plusieurs chef·fe·s d'entreprise. Pourquoi ? Car ils et elles pourraient être réticents à agir si le risque est d'avancer seul et de perdre au change. **Pendant l'atelier, au fil des échanges et partages, chacun·e s'assure que ses pairs vont avancer dans la même direction, et sort avec les idées claires sur les priorités pour décarboner son secteur. Ça aide à bouger !**

Les risques climatiques

On en distingue deux types. **Les risques de transition** désignent les impacts sur une entreprise dans le cas où la transition a lieu – par exemple, l'interdiction d'une technologie ou l'évolution des taxes. **Les risques physiques** désignent les conséquences du changement climatique sur l'entreprise et son activité – par exemple, une inondation qui ravage des stocks ou récoltes.

En RSE, il y a des projets très crédibles, validés par la SBTi. Mais on se rend compte qu'atteindre les objectifs, ça coûte, donc les entreprises ne vont pas le faire. C'est un mensonge qu'on s'est raconté de se dire que les entreprises vont payer. **Pour y arriver, il va falloir changer les règles du jeu économique – ça passe beaucoup par les lois et réglementations, mais aussi par changer les mentalités.**

Un cercle vicieux de l'inaction

Pourquoi ce changement n'a pas lieu ? Aujourd'hui, on est coincé dans un cercle vicieux de l'inaction. Les politiques n'envoient pas un signal réglementaire suffisant, car ils sont persuadés que les entreprises ne sont pas prêtes -> sans signal réglementaire, les entreprises ne se préparent pas -> donc elles ne sont pas prêtes, et ainsi de suite. À un moment, il faudra que les politiques aient le courage de l'ambition réglementaire. **Pour les entreprises, l'enjeu autour des risques de transition est d'anticiper la réglementation** – cela enverra un signal aux politiques : on est prêt. **Et pour ça, il faut sortir de la gestion habituelle du risque.**

UNE NOUVELLE GESTION DU RISQUE

D'habitude, la gestion des risques consiste à identifier les aléas, mesurer les impacts sur l'activité et évaluer leur probabilité. Si on voit un risque important, on l'anticipe. Or, aujourd'hui, on ne peut pas poser de probabilités sur les scénarios climatiques. Le GIEC l'explique : elles dépendent des décisions humaines. **Pour les entreprises, il manque donc une donnée fondamentale de la gestion des risques : la probabilité. Donc les entreprises sont obligées de faire un pari face aux risques de transition** : si je vais trop vite ou pas assez vite dans la transition, par rapport à l'avancée du reste du monde, je perds de l'argent. Si je vais au même rythme que le monde – faire la transition dans un monde qui la fait, ou ne pas la faire dans un monde de l'inaction, c'est viable économiquement. Dans ces 4 cas, c'est un pari, car c'est imprévisible. **Le choix quantitatif ne suffit pas : il faut passer au qualitatif. Choisir son cap à partir de ses tripes.** Pour ça, on peut poser deux questions aux dirigeants et dirigeantes :

1/ est-ce que je préfère gagner 1 M€ parce que la transition a eu lieu et que je l'ai anticipée, ou bien parce qu'on est tous restés dans le *business as usual* ?

2/ Est-ce que je préfère perdre 1 M€ parce que je suis allé trop vite, ou bien parce que je ne suis pas allé assez vite ?



DINER DE GALA

Le Congrès Ressources est aussi l'occasion de se rencontrer, d'échanger, de créer du lien entre membres de l'EIT.

Tout aussi importants que les animations, les temps informels permettent aux congressistes de partager leurs retours d'expérience et leurs ressentis autour d'un café ou d'un repas.

Ces temps de pause ont été aménagés tout au long de la journée... Qui s'est terminée en apothéose dans la salle des fêtes de l'Hôtel de Ville de Troyes.

JOUR 2

Après une première journée riche d'apprentissages théoriques, les congressistes ont eu soif de concret.

À travers 4 ateliers et 2 visites, cette deuxième journée a mis l'accent sur les retours d'expériences, les solutions concrètes, les échanges de bonnes pratiques et les conseils actionnables.

Chaque participant·e s'est vu attribuer un parcours correspondant à ses besoins du moment.





VISITE DE SITE : MD BIOGAZ ET MD CO2

Avec B. DUBOIS, Président de MD Biogaz

Photo : mdbiogaz-co2.fr

- Un site, 3 activités : 1/ extraction de méthane issu des produits déclassés ou déchets agricoles (via MD Biogaz, créé en 2019) ; 2/ captation, purification et commercialisation du CO₂ biogénique issu du processus de méthanisation (via MD CO2, créé en 2023) ; 3/ service d'analyse de CO₂ de méthanisation pour la certification en CO₂ biogénique alimentaire.
- 22 à 28 GWh/an de biométhane produit, puis injecté dans le réseau de gaz. C'est l'équivalent de la consommation annuelle de gaz de 2500 ménages.
- 3 500 t/an de CO₂ liquide alimentaire capté, purifié et commercialisé auprès d'un industriel du Grand-Est.
- 60 t par jour de déchets agricoles digérés dans l'unité de méthanisation, pour 25 000 t de digestat par an épandu avec des partenaires locaux.
- À Bar-sur-Seine, au sud du département de l'Aube.

VISITE : MD BIOGAZ ET MD CO2

LA MÉTHANISATION

La méthanisation est un processus de dégradation des matières organiques dans un milieu anaérobie (sans oxygène). Cette réaction produit du biogaz. Il existe 2 types de débouchés après la méthanisation : 1/ la production d'électricité ; 2/ la séparation du biogaz en biométhane et en CO₂, comme ici.

MD Biogaz récupère les produits déclassés, déchets agricoles et cultures intermédiaires sur un rayon de 8 km environ. Les associés sélectionnent et achètent uniquement de la matière végétale, principalement des pulpes de betteraves et des pelures d'oignon. L'entreprise compte 3 agriculteurs associés, et des partenariats avec 5 ou 6 agriculteur·rice·s pour l'apport de matières. Cette valorisation des cultures intermédiaires leur offre une stabilité. Pour 1 t de matière sèche apportée, les partenaires récupèrent 3 t de digestat, épandues directement sur les champs : cela réduit de 50 % l'apport d'engrais.

Une clé de la réussite du processus est la santé des bactéries. Régulièrement, les opérateurs analysent leur état. En cas de carence, ils peuvent ajouter des oligo-éléments et des enzymes, pour soutenir la dégradation de la matière.

LE CO₂ BIOGÉNIQUE

Le CO₂ est dit biogénique, car c'est le carbone capté dans l'air et fixé par les plantes lors de leur croissance (photosynthèse). Ce CO₂ est simplement relâché durant le processus de méthanisation. Théoriquement, le CO₂ biogénique ne participe donc pas au réchauffement climatique. Par contre, le valoriser permet de réduire drastiquement l'empreinte carbone de l'unité de méthanisation. **Il peut être utilisé pour de nombreux usages. La qualité alimentaire est la plus souvent recherchée par les utilisateurs, notamment pour la bière pression et les boissons gazeuses.**

100 % du CO₂ biogénique de MD CO2 est vendu à un unique client, sous contrat d'exclusivité. Leurs prix sont compétitifs dans un rayon de 200 km, grâce aux économies sur le prix du transport. L'entreprise acheteuse verdit son entreprise, en remplaçant le CO₂ fossile par du CO₂ biogénique. L'enjeu était de lui montrer la qualité du produit, mais aussi de remplacer leur citerne pour leur permettre de changer de fournisseur.

VISITE DU SITE

Le site de méthanisation est divisé en 3 grandes parties : le site d'alimentation et de production du biogaz, les unités de traitement du biogaz, la captation et l'analyse du CO₂ biogénique liquéfié. C'est cette troisième brique qui a été ajoutée en 2023, à la création de MD CO2.

Nous découvrons d'abord **le silo d'alimentation** : c'est ici que la matière organique est introduite, puis dégradée par les bactéries, ce qui produit du biogaz.

Nous avançons ensuite jusqu'à **l'unité d'épuration du biogaz** : il s'agit d'en retirer l'humidité, par condensation, et le soufre, qui est capté dans une colonne. Le gaz est ensuite mis sous pression, à 15 bars, pour séparer le méthane du CO₂. Cette étape est entièrement automatisée et informatisée.

Jusqu'en 2023, à cette étape, le CO₂ biogénique était rejeté. Il est maintenant valorisé en qualité alimentaire. Nous arrivons face à **l'équipement de liquéfaction de dioxyde de carbone**. Le gaz est monté à une pression de 60 bars, ce qui permet de retirer les dernières impuretés. Cette étape est énergivore et représente 1/3 de la consommation électrique du site.

Nous passons devant les colonnes de stockage du CO₂ liquide, pour enfin découvrir **le laboratoire d'analyse du CO₂**, qui fonctionne à l'aide de capteurs, mais aussi d'un contrôle sensoriel : le CO₂ liquéfié ne doit avoir ni couleur ni odeur. Chaque lot y est analysé, avant la commercialisation.

Le processus est presque entièrement automatisé. Il y a 4 salariés sur le site, pour 2 ETP. Ils interviennent principalement au moment de l'alimentation (préparation et apport de matière), ainsi que sur le contrôle et la maintenance.

On termine la visite en beauté : des plateaux de CO₂ solide nous attendent – non pas pour déguster, mais pour regarder cette neige, très blanche et fumante.

DÉMARCHE ENVIRONNEMENTALE ET QUALITÉ

Les associés gardent une grande vigilance sur la qualité des processus et produits, vis-à-vis du respect des normes alimentaires bien sûr, des certifications comme ISO 22000, mais également de **la réglementation européenne RED II. Cette dernière vise à encourager la production d'énergies renouvelables en Europe, et leur permet d'accéder à des tarifs de vente avantageux.** L'entreprise s'engage entre autres à réduire de 80 % ses émissions de CO₂.

« Nous nous engageons pour un modèle vertueux d'économie locale et circulaire en faveur de la transition énergétique. »

MD CO2 œuvre plus largement à structurer et développer la filière de CO₂ biogénique – notamment en proposant l'analyse du CO₂ biogénique aux autres producteurs. Cela leur permet de rentabiliser leur équipement, tout en évitant cet investissement très coûteux aux autres entreprises. À noter : c'est un soutien financier de la région Grand-Est et de l'Europe qui a permis l'achat des équipements nécessaires.



VISITE DE SITE : VEKA RECYCLAGE

Avec M. DORAI, Directeur des Opérations
Industrielles chez VEKA Recyclage

Photo : veka-recyclage.fr

Veka, leader dans la fabrication des profils PVC de fenêtre, a été fondée en 1969. Sa filiale, Veka recyclage, implantée dans l'Aube, a déjà permis de recycler plus d'1 000 000 de tonnes de PVC depuis sa création, en 1993. Cela a permis d'éviter 2 millions de tonnes de CO₂.

- Un site en fonctionnement 24 h/24, 7 j/7, avec 45 collaborateurs.
- 120 000 t/an recyclées par le groupe Veka.
- Seulement 15 à 20 % de matières non recyclées en bout de chaîne (mise en décharge).
- Cadre de menuiserie contenant jusqu'à 70 % de matière PVC recyclée

L'entreprise collecte les chutes de production et de menuiseries en fin de vie pour produire des granulés PVC, qui serviront à fabriquer de nouveaux profilés de menuiseries. Veka Recyclage est le seul site de l'Hexagone à valoriser les cadres de menuiseries : ces derniers sont plus difficiles à recycler que les chutes de production, plus propres.

Pour en savoir plus : découvrez [en vidéo la vie d'une fenêtre](#).

VISITE : VK RECYCLAGE

1. COLLECTE DES MATÉRIAUX

On commence par découvrir la zone de collecte et de stockage des matériaux non PVC issus de la chaîne de recyclage. Différentes bennes permettent de trier ces derniers : de la ferraille (métaux ferreux et non ferreux, qui seront revendus), des longs joints et des matières inférieures à 10 mm (non recyclables). **Les profils PVC à recycler sont collectés auprès de 250 points de collecte partenaires sur l'ensemble du territoire métropolitain : menuisiers, centres de tri, chantiers** (gisement de 4 000 t/an). Ce sont uniquement des déchets du secteur du bâtiment. De la matière est également collectée en Benelux, Portugal et Espagne.

Nous passons ensuite devant des dizaines de big bags remplis de produits semi-finis : certains vendables directement, d'autres destinés à repasser dans le système pour extraire le PVC recyclable et limiter au maximum la perte.

2. DÉCHIQUETAGE, PREMIER TRI

Nous entrons dans une salle grondante où la matière est acheminée. Ce sont les modules de déchiquetage. La matière déchiquetée passe ensuite par un premier lavage et tri. La matière est lavée par aspiration des fines particules : verre, terre et autres impuretés. On extrait ensuite les métaux grâce à deux systèmes : des aimants pour retirer les métaux ferreux, une machine à séparation à Courant de Foucault pour extraire les métaux non ferreux.

3. BROyage, LAVAGE ET SÉCHAGE

Nous continuons notre visite dans la zone où la matière est broyée. Elle passe ensuite dans un grand volume d'eau pour effectuer un tri par densité : le PVC coule, d'autres matières comme le bois flottent et sont extraites. L'eau est en circuit fermé.

Une seule personne gère les modules de broyage. Il s'agit principalement de vérifier la qualité de la matière en sortie de cette étape.

4. MODULE DE TRI

Une nouvelle salle rassemble les différents équipements de tri, sur deux étages. À ce stade, le PVC est mélangé avec des métaux, du verre et d'autres plastiques. Plusieurs machines visent à trier le PVC des autres matériaux restants : un séparateur triboélectrique pour trier le PVC des plastiques conducteurs (joints), un système de vibration et soufflerie pour isoler le verre, et enfin, un tri optique pour séparer le PVC blanc du coloré. Il reste alors moins de 0,1 % d'impuretés : bois, joint, verre, etc. Ils arriveront jusqu'à l'extrudeuse. **L'enjeu de cette étape est de réduire au maximum les impuretés, pour avoir à changer le moins possible les filtres des extrudeuses.** Actuellement, l'usine consomme 144 filtres par jour !

5. EXTRUSION

Nous entrons dans une grande pièce, avec les extrudeuses. L'extrudeuse intervient à la dernière étape du processus. Elle chauffe la matière à 180 °C, puis vient l'extruder avec deux vis sans fin, c'est-à-dire la pousser à travers un moule. **Ici, ce sont les machines qui donnent le rythme : 1,4 à 2 tonnes de broyat par heure, pour un total de plus de 50 tonnes de broyé blanc par jour.** Arrêter et redémarrer les extrudeuses est coûteux et long, c'est pourquoi le site fonctionne en continu. Les équipes opératrices doivent bien s'organiser pour réaliser toutes les tâches que demandent les extrudeuses : contrôles des matières entrantes, changement de filtre, contrôle des matières sortantes, surveiller les besoins de maintenance, etc. En sortie, on obtient des pastilles PVC, stockées en big bag ou silo avant d'être envoyées aux clients.

Au total, Veka France possède 16 extrudeuses, pour dessiner des profils de différentes tailles et format. **Pour intégrer les matières recyclées à ses profils de menuiserie, Veka a mis au point un procédé de coextrusion.** Il est similaire à l'extrusion, mais avec deux matériaux : le PVC recyclé pour la majorité du profil, et une couverture extérieure en matière neuve.



Photo : veka-recyclage.fr



ATELIER A : EN QUOI L'EIT SERT LES STRATÉGIES TERRITORIALES ?

Animé par J. CLAUDE,
Chargée de projet Économie Circulaire chez
Initiatives Durables

PRÉSENTATION DES TERRITOIRES

L. PELUD, *Responsable Service Économie et Emploi/Formation, Genevois français*

Je vais vous parler de la démarche EIT menée dans le Genevois français, territoire qui entoure le canton de Genève, en Suisse. Il regroupe 8 intercommunalités avec une forte attractivité, les salaires étant 2,5 fois plus élevés en Suisse qu'en France. Nous faisons donc face à des problématiques multflux et frontalières : mobilité, foncier, concurrence sur l'activité économique et commerciale, conséquences environnementales, etc. Avec un fort besoin que les pouvoirs publics s'emparent du sujet.

V. PUJOLLE, *Responsable du développement économique de la Communauté de communes du Barséquanais en Champagne*

Amélie et moi allons vous présenter le Barséquanais : un territoire rural, qui vieillit et décline en nombre d'habitants. Bar-sur-Seine bénéficie du programme Petites Villes de Demain. **Nous sommes dans la zone d'appellation champagne, mais cela cache en réalité une certaine fragilité sur d'autres activités qui périclitent.**

A. RAMET, *Consultante senior chez SymbioScope*

L'objectif du territoire barséquanais est de faire venir les entreprises parce qu'elles ont un intérêt, pour elles, mais aussi pour l'écosystème existant. **L'enjeu est de pérenniser leur localisation et faciliter leur intégration, pour renforcer l'écosystème économique.**

P. PAPAIX, *Responsable de la création d'entreprises & Co-pilote Mission Transversale Économie de Toulouse Métropole.*

Je suis basé à Toulouse métropole. Une aire très urbaine, une ville attractive, avec beaucoup d'entreprises. **Pourtant, si on ne fait rien, on maintient une situation de dépendance pour les matières premières, et on perd des richesses économiques.** Avec l'EIT, on peut accéder à de nouveaux marchés et recréer des emplois. Les objectifs étaient de capturer 10 % de la valeur pour la réinjecter dans le territoire, et faire en sorte que les ressources locales répondent mieux aux demandes locales.

EN QUOI L'EIT SERT LES STRATÉGIES TERRITORIALES DES COLLECTIVITÉS ?

DÉMARRER ET STRUCTURER LA DÉMARCHE

L. PELUD, *Responsable Service Économie et Emploi/Formation, Genevois français*

Dans un contexte de crises multiples (énergétique, COVID, approvisionnement local), les élus ont eu la volonté de mener la transition écologique et mettre en place un ensemble de politiques publiques. Nous avons répondu à un appel à projets régional. **De ça est née une réflexion sur le droit à l'expérimentation.** L'appel à projets a financé le dispositif à 56 % et permis de structurer la démarche et sa gouvernance. Les entreprises ont contribué à hauteur de 20 %, et les collectivités ont comblé la différence.

Rapidement, on a misé sur le décroissement. On identifiait des besoins sur le territoire, puis on accélérât ou incubait des entreprises pour y répondre. Grâce au TET, on a bénéficié d'un budget de 500 000 € sur 3 ans. Suite à cette expérimentation, on a dressé un bilan : qualitatif, quantitatif et financier. On a rédigé un cahier des charges puis lancé un appel d'offres. Ça nous a permis d'engager 7 territoires, mais aussi d'élargir le projet à différentes thématiques, via des groupes de travail dédiés : mobilité, plan climat, RH, etc. On se sert des diagnostics pour identifier les problématiques des entreprises et proposer des ateliers pour y répondre.

P. PAPAIX, *Co-pilote Mission Transversale Économie de Toulouse Métropole*

La démarche EIT à Toulouse métropole est partie du Plan Climat. Une personne porteuse de la démarche EC est entrée en contact avec le pôle économique de la collectivité. Petit à petit, cela a lancé l'expérimentation de l'EIT sur une partie de la métropole : des premières synergies mises en place sur une commune au nord-ouest du territoire, puis un AMI. La démarche a été soutenue par la volonté politique de réussir la transition écologique et économique des entreprises, en s'appuyant sur des dispositifs existants. Pourtant, **au début, on manquait d'arguments pour convaincre les élus et les partenaires. D'où la nécessité d'une phase d'expérimentation et de diagnostic.** Ce sont finalement les chiffres économiques qui ont convaincu. En 2020, on passe de l'EIT simple à l'EC. On a alors établi une stratégie découpée en 3 feuilles de route. 1/ La collaboration interentreprises. 2/ Construire la ville à partir de ses ressources. 3/ Des biens manufacturés par l'upcycling et le reconditionnement. **C'est également important d'avoir des moments de REX et rencontres sur chaque territoire élargi : l'effet réseau, pour que des démarches en nourrissent d'autres.** Pour ça, on a lancé une démarche de Club.

« Les entreprises s'engagent avec nous, donc nous devons faire preuve d'exemplarité » P. PAPAIX

V. PUJOLLE, *Responsable du dév. économique, Barséquanais en Champagne*

La collectivité avait besoin d'une stratégie pour la zone et nous a proposé cette expérience. On a commencé la démarche par des ateliers de détection de synergies, et par appréhender progressivement un autre aménagement du territoire – en particulier les zones qui restent vides. Pour ça, on a réfléchi en excluant la filière champagne et viticole, qui faussait le regard des élus sur le besoin de développement économique. **Notre démarche : analyser le territoire et ses potentiels, et identifier des secteurs d'activité pertinents à intégrer au territoire pour alimenter et mettre en synergie l'ensemble de l'écosystème.** Notre prisme était de remplir la zone, mais intelligemment.

Quels que soient nos projets, on souhaite travailler la transversalité, faire du lien. Sur cette zone, on a expérimenté avec les entreprises, pour qu'elles puissent échanger avec les élus sur la pertinence ou pas d'une telle démarche.

A. RAMET, *Consultante senior chez SymbioScope*

Le dispositif avait deux grosses étapes. 1/ Le diagnostic de territoire. Il s'agissait de décider quelles entreprises seraient intéressantes à prospecter pour les zones visées. Ça nous a donné 2 scénarios d'activités à implanter : un scénario alimentaire, et un autour d'activités bois et plastique. On favorise des activités qui manquent au territoire, et on construit le scénario de manière à ce que les entreprises nouvellement implantées aient des synergies entre elles et avec l'écosystème existant. 2/ Évaluation des scénarios avec la collectivité, pour choisir le meilleur. Pour ça, on accompagne 5 entreprises du territoire de filières et tailles différentes pour les faire travailler fictivement sur ces scénarios : si telle entreprise s'installait sur la zone, comment vous travailleriez avec elles ? On en profite pour identifier des pistes de synergies avec les entreprises déjà présentes sur le territoire, pour tester la démarche.

CONVAINCRE LES ÉLUS

V. PUJOLLE, *Responsable du dév. économique, Barséquanais en Champagne*

On ne parle pas d'EIT aux élus, car ce type de jargon ne marche pas avec eux : on essaye d'être pragmatiques. **Pour moi, l'EIT et ce qu'on fait sur le territoire c'est du bon sens et de la création de liens.** On y est entré par l'approche du développement économique – c'est notre compétence première auprès des entreprises, qui pourtant n'ont pas le réflexe de nous contacter. Ensuite, souvent on convainc en mobilisant des institutions, consulaires ou financeurs potentiels, par l'extérieur. On présente ce qu'on veut faire, on montre que ça interpelle et donc que ça peut être pertinent.

EN QUOI L'EIT SERT LES STRATÉGIES TERRITORIALES DES COLLECTIVITÉS ?

P. PAPAIX, Co-pilote Mission Transversale Économie de Toulouse Métropole

Les collectivités ont le premier et le dernier mot, si je puis dire. Quand on démarre en 2017-18, la région a dans son programme l'EC : ça joue, dans le conscient ou l'inconscient des élus. Par ailleurs : on a des chiffres. Quand je présente aux élus la valeur économique théorique de 30 milliards d'euros, et 150 000 d'emplois, ça crée de l'appétence. On a également cette envie d'évoluer vers le mieux vivre-ensemble, avec une économie plus sobre et plus résiliente. Bref, autant de bonnes raisons qui, portées au bon moment au bon niveau, font que l' élu s'engage. **L' élu attend d'être acculturé, notamment via les politiques publiques des échelles plus larges ; il est également sensible aux évolutions du cadre réglementaire.**

L. PELUD, Responsable Service Économie et Emploi/Formation, Genevois français

1/ Les contextes évoqués plus tôt font que les élus ont pris conscience de l'importance d'agir pour la transition écologique. 2/ La notion de légitimité : ces politiques publiques s'inscrivent dans des politiques plus larges – nationales, régionales et transfrontalières – qui nous tirent vers le haut. Avec elles, on réalise des appels à projets, des diagnostics, des études de métabolisme territorial, etc. De ça, on ressort un ensemble d'indicateurs et d'informations que l' élu digère, et transforme en conviction qu'il est nécessaire d'agir. **À nous ensuite d'être agiles en interne pour insérer la stratégie EC dans d'autres politiques, déjà actées et validées, pour que les élus s'emparent du sujet.** Attention : on ne s'adresse pas de la même façon au vice-président chargé de la transition écologique et celui du développement économique. C'est là qu'on jongle avec la pluralité des objectifs de l'EIT : chacun y trouve des intérêts différents, mais complémentaires. 3/ **Le droit à l'expérimentation est essentiel également pour convaincre les élus.**

J. CLAUDE, Chargée de projet Économie Circulaire chez Initiatives Durables

En Grand-Est, les financements d'EIT se sont arrêtés. On a vu une transformation des démarches, qui pour la plupart étaient portées par des collectivités, vers l'EC. Sur les 11 démarches du réseau EIT Grand-Est, 5 sont devenues des chargées de missions EC au sein des collectivités, via le dispositif TET. Sans ça, elles auraient pu périr. Elles font moins d'EIT au sens premier du terme, mais s'appuient sur les acteurs économiques du territoire pour déployer des actions plus larges d'EC, et font le lien avec les sujets climat-air-énergie portés par le dispositif TET.

ÉTAT ACTUEL ET VISION FUTURE DES DÉMARCHES

A. RAMET, Consultante senior chez SymbioScope

Aujourd'hui, on a fini la phase de diagnostic, détecté nos 2 scénarios et

accompagné 4 entreprises sur 5. On va organiser une rencontre des 5 entreprises, récolter leurs retours et idées d'amélioration et voir les propositions qui ont été mises en actions. Ensuite, on fera une restitution officielle avec les élus locaux, les territoires adjacents, les institutionnels et les partenaires pour pouvoir essayer sur d'autres territoires. Puis on passera à la phase opérationnelle : aménager la zone et prospecter sur le scénario retenu. **Sur un territoire rural comme le nôtre, on doit montrer aux entreprises qu'elles ont besoin les unes des autres et peuvent travailler ensemble, même si elles appartiennent à différentes filières.** On leur montre aussi que l'attractivité du territoire, c'est elles qui la font.

P. PAPAIX, Co-pilote Mission Transversale Économie de Toulouse Métropole

Aujourd'hui, on a un premier bilan sur la période 2021 – 23 : près de 700 entreprises mobilisées, 23 synergies transformées et 34 encore à l'étude – qui pourraient générer des gains économiques d'une valeur d'1 million d'euros dans les mois à venir. **Le système économique local a été vivifié par la coopération interentreprises et on a de bonnes bases pour aller plus loin, en s'appuyant sur la notoriété développée.** Le pari est de transformer, au travers de l'EIT, l'économie linéaire en économie circulaire, tout en préservant des ressources et de la matière et valoriser des déchets. Mais les impacts qu'on a resteront des micro marches en avant. Par exemple, on lance un projet de réemploi dans le BTP, d'une valeur de 3 millions d'euros, avec 60 chantiers... Dont la valeur totale est de plus de 350 millions d'euros : c'est pas la même échelle. **C'est la réalité de notre métier : on est toujours au début de quelque chose qui sera une grande transformation un jour, si on arrive à maintenir ces politiques et projets sur la durée, jusqu'à un effet de bascule, et un effet macro sur l'économie.** On ne fait que débiter un chemin long terme.

L. PELUD, Responsable Service Économie et Emploi/Formation, Genevois français

Globalement, nos objectifs sont de développer des solutions circulaires, des connexions avec les autres politiques de transition, finaliser les diagnostics, mettre en place les solutions, et puis essayer. Aujourd'hui, 6 territoires sur 8 sont impliqués – soit 95 entreprises. On a vendu une prestation à la com com du pays d'Évian, qui souhaite essayer. Il y a nécessité de travailler ensemble, décloisonner, se rendre plus compétents. Dans le cadre du dispositif qu'on a lancé : **on donne des ateliers pour les entreprises, mais aussi pour les agents de collectivité en charge des déchets, du développement économique et de la transition écologique.** L'objectif est qu'ils animent demain des démarches EIT de leur territoire, pour pérenniser.

« Certaines filières ne seront plus là dans 10 ans si on ne les accompagne pas dans l'EC : on a un devoir. » L. PELUD



ATELIER B : L'EIT EN MILIEU INSULAIRE

Animé par I. PETIT,

Responsable des études à l'Institut National de l'Économie Circulaire

CONTEXTE PARTICULIER DES TERRITOIRES INSULAIRES

H. TEULON, *Dirigeante de Gingko 21*
et A-M. CREVIEUX, *Ingénieure environnementale à l'AMIC (Corse)*

En Corse, les activités économiques dépendent fortement du tourisme. Les acteurs locaux prennent conscience de la nécessité de préserver les ressources naturelles pour garantir la pérennité du secteur touristique. Les activités économiques et sociales sont fortement interconnectées, avec des acteurs issus de secteurs variés tels que l'industrie, le tourisme, l'agriculture, la pisciculture, l'artisanat, le commerce, ainsi que les collectivités locales. En parallèle, l'un des plus grands défis pour la Corse – comme pour d'autres territoires insulaires – est la gestion des déchets. La Corse cherche à développer des solutions adaptées aux microterritoires, tenant compte des capacités locales et des compétences disponibles. Autre spécificité locale : la résilience du territoire a été renforcée par

la crise du COVID-19. La pandémie a révélé les vulnérabilités de l'île en matière d'autonomie alimentaire (la Corse ne dispose que de trois jours de réserves), ce qui a renforcé la volonté de la population d'adopter des solutions plus autonomes, comme le recours à la permaculture et le partage des ressources foncières. La solidarité entre les acteurs locaux a également été renforcée pendant cette période. Par exemple, certains agriculteurs ont continué à vendre leurs produits aux hôteliers, même lorsque les hôtels étaient fermés, soulignant l'importance des liens entre les différents secteurs économiques sur l'île. Cet esprit de solidarité est essentiel dans la dynamique insulaire, où la proximité géographique et la dépendance aux ressources locales jouent un rôle déterminant.

F. DASILVA, *Directeur de Synergie PÉI – La Halle du Réemploi (La Réunion)*

La Réunion fait face à des défis économiques et sociaux importants, notamment un taux de chômage dépassant les 20 %, et atteignant 30 à 35 % chez les jeunes.

L'EIT EN MILIEU INSULAIRE

PRÉSENTATION DES INITIATIVES

M. MIBLIN, *Chargée de mission EIT chez Synergîles (Guadeloupe)*

Synergîle est le pôle d'innovation de la Guadeloupe, constitué de 6 départements, dont l'EIT depuis 2019. Ainsi, Synergîle facilite la démarche d'EIT sur le territoire via quatre axes principaux : **1/ La plateforme d'action interacteur** [Karu Exchange](#), facilitant l'échange de ressources entre entreprises (palettes, meubles, chaises, lavabos, etc.). En 2023, elle réunissait 170 entreprises et a permis de valoriser 3 t de ressources. **2/ Des ateliers de détection de synergies** ([atelier PTSI](#) : Programme Territorial de Synergie Inter-entreprise) permettant aux acteurs locaux de se rencontrer : une nécessité sur les petites îles, qui manquent d'opportunités pour ces échanges. **3/ Des visites d'entreprises : acteurs clés du territoire et potentiels exutoires**. Ces visites renforcent les partenariats de confiance. **4/ Diagnostics personnalisés de transition écologique**, incluant une composante EIT.

F. DASILVA, *Directeur de Synergie PÉI – La Halle du Réemploi (La Réunion)*

Synergie PÉI a vu le jour en 2016, initiée via le projet EcoPAL. L'objectif initial était simple : trouver un autre exutoire aux 2 millions de palettes en bois envoyées à l'enfouissement chaque année. EcoPAL a mis en place un système permettant de collecter ces palettes, de les démonter et d'en revendre les planches. Ce projet a également ouvert la voie à la création d'emplois pour des personnes en difficulté. Actuellement, 10 détenus participent à cette initiative, et la majorité des six autres employés sont des personnes en situation de handicap. Le projet a eu un impact significatif, avec plus de 200 000 planches revendues.

Progressivement, Synergie PÉI s'est diversifiée et étendue à d'autres flux. En 2019, Synergie PÉI organise une brocante de matériaux, au cours de laquelle 14 tonnes ont été vendues en deux jours. Ce succès a montré qu'il y avait un potentiel réel pour une nouvelle filière de réemploi. **Entre 2021 et 2022, Synergie PÉI dépose un dossier pour obtenir l'habilitation « Territoire Zéro Chômeur Longue Durée » (TZCLD), un projet visant à maximiser la création d'emplois tout en ayant un impact écologique positif.** Début 2023, la création de La Halle du Réemploi permet de poursuivre le développement de la filière de réemploi. Synergie PÉI est passée de 2 à 20 salariés aujourd'hui. La communauté s'est également développée en ligne, avec un groupe Facebook de 10 000 personnes, et 4 000 inscrites à notre newsletter. Bien que la majorité des ventes se fassent actuellement en BtoC, Synergie PÉI travaille activement à développer des partenariats en BtoB. La structuration en PTCE en 2022, dans le cadre d'un appel à projets, nous a permis de renforcer l'animation de nos activités. Nous avons choisi d'axer le PTCE sur la

filière réemploi du BTP et la lutte contre le chômage. Ainsi, Synergie PÉI se positionne comme un acteur clé de l'économie circulaire et sociale à La Réunion, en associant l'écologie à la création d'emplois pour les personnes en difficulté.

H. TEULON, *Dirigeante de Gingko 21 et A-M. CREVIEUX*, *Ingénieure env. à l'AMIC*

AMIC est un bureau d'études travaillant sur les problématiques environnementales en Corse, dans tous les secteurs d'activité. Gingko 21 est un cabinet de conseil et formation qui développe des pratiques et outils pour soutenir l'émergence de l'économie de demain. **L'initiative EIT en Corse se distingue par son approche adaptée aux réalités rurales et insulaires de la région.** Dans ce contexte, une démarche d'EIT a été introduite par l'AMIC, en partenariat avec l'ADEME : EET Granova. **Nous avons rebaptisé l'EIT : écologie économique de territoire, EET.** L'initiative se concentre sur la Vallée de la Gravonne, proche d'Ajaccio, un territoire où les ressources partagées jouent un rôle clé. Un réseau dense d'acteurs a facilité la mise en place de pratiques collaboratives sur le territoire et l'identification de synergies : 42 acteurs et 14 partenaires réunis, 92 synergies identifiées.

Selon les responsables, si faire émerger des synergies est relativement facile, les implanter et les faire perdurer est un défi. Néanmoins, environ 50 % des synergies identifiées ont été mises en place avec succès, un taux de réalisation élevé pour ce type de projet. **Pour fluidifier leur mise en place, nous avons classé les synergies en trois catégories :** **1/ Les fruits à portée de main** : des projets simples et immédiatement réalisables, qui se concrétisent souvent grâce au bouche-à-oreille. **2/ Les fruits à portée d'échelle** : des synergies nécessitant un accompagnement plus structuré, comme la présence de chargés de mission pour gérer les travaux, les demandes de subventions, et la gestion administrative. **3/ Les fruits à la cime de l'arbre** : des projets plus complexes, qui demandent une expertise externe et des études approfondies.

Une des originalités de la démarche repose sur le rôle limité du chargé de mission. Celui-ci agit comme un simple catalyseur, amorçant les synergies, mais il se retire ensuite pour laisser le projet fonctionner de manière autonome. Cela part de la conviction que si une initiative a besoin de subventions permanentes pour survivre, elle n'est pas viable à long terme, sauf en montant à un niveau supérieur.

Initialement, les projets ont été menés sans l'implication directe des politiques, par crainte que ceux-ci ne ralentissent ou bloquent les initiatives. Toutefois, dans certains cas, comme le projet TZCLD, l'implication politique a été cruciale pour donner du sens aux actions menées. Les acteurs locaux ont donc appris à jongler entre autonomie et collaboration avec les institutions publiques.

L'EIT EN MILIEU INSULAIRE

EXEMPLES D' ACTIONS

M. MIBLIN, *Chargée de mission EIT chez Synergîles (Guadeloupe)*

Les projets ont été répartis en quatre thèmes de synergie : biodéchets, déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E), eau, bois.

Dans la thématique des biodéchets, nous avons mis en place des ateliers de sensibilisation en entreprises à la gestion des biodéchets, via le compostage. **Nous mettons également en avant des alternatives pour prévenir les biodéchets, notamment via un annuaire des acteurs de la filière biodéchets en Guadeloupe.** Nous avons mis en relation les entreprises avec la banque alimentaire de Guadeloupe, permettant de récupérer des produits frais avant leur péremption pour la distribution de paniers alimentaires. Malgré quelques réussites, de nombreuses entreprises ne respectent pas encore pleinement les réglementations, et les acteurs impliqués dans la gestion des biodéchets sont rares.

Nous accompagnons la structuration d'une filière de réparation locale des D3E. Ecologic propose une solution de collecte, mais les équipements sont envoyés en France hexagonale pour leur valorisation, majoritairement pour pièces. L'AGDIL (L'Association Guadeloupéenne pour le Développement de l'Informatique Libre) est une organisation plus locale et plus orientée réparation.

Pour le bois, nous favorisons la mise en place de synergies de substitution : réparation de palettes pour prolonger leur usage, transformation en mobilier si possible, revalorisation en matériaux de paillage en dernier recours.

Enfin, l'eau est un thème incontournable pour l'EIT dans notre archipel. En 2021, la région a subi des déficits pluviométriques importants, faisant de cette année la quatrième année sèche consécutive en Guadeloupe. Des projets de mises en avant d'alternatives à l'utilisation de l'eau courante sont en développement, comme la récupération des eaux de pluie et le traitement des eaux industrielles. Un exemple concret : le projet Res'Eau avec la SARA vise à substituer l'approvisionnement en eau courante avec de l'eau issue du fonctionnement interne – en particulier les exercices incendies, consommant 6 000 à 8 000 m³ d'eau chaque année. L'idée est de récupérer l'eau, la faire passer dans un système de décantation et de filtration pour la réintégrer au réseau incendie de la SARA (Société Anonyme de la Raffinerie des Antilles).

F. DASILVA, *Directeur de Synergie PÉI – La Halle du Réemploi (La Réunion)*

La [brocante des matériaux \(documentaire à 2:15\)](#) : on a identifié des gisements de matériaux voués à la destruction. On a fédéré des entreprises pour les récupérer

et les revendre à petit prix - entre 10 et 20 % du prix du neuf – les rendant accessibles à tous·tes. L'événement se tenait initialement tous les deux mois, est maintenant organisé tous les mois, sur deux jours. Chaque édition attire 400 à 800 personnes. Depuis 2019, nous avons accueilli 7 500 brocanteurs et valorisé plus de 60 tonnes de matériaux, en 19 brocantes.

L'expérimentation TZCLD doit permettre de démontrer qu'il est possible, à l'échelle d'un territoire et sans surcoûts significatif pour la collectivité, de proposer un emploi à durée indéterminée et à temps choisi, à toute personne privée durablement d'emploi et qui le souhaite. Pour cela, **il faut développer et financer des activités utiles et non concurrentes des emplois existants, pour répondre aux besoins des acteurs du territoire** (habitants, entreprises, institutions, etc.).

Synergie PÉI est désormais sollicitée pour des projets de réemploi lors de démolitions, comme ce fut le cas pour un ancien hôpital. La structure se développe également en tant que hub de l'ESS, avec des initiatives comme la Galerie circulaire, où l'espace de la brocante est partagé avec d'autres associations spécialisées dans le réemploi, telles que celles travaillant sur le recyclage des sacs ou la réparation de vélos.

H. TEULON, *Dirigeante de Gingko 21* et A-M. CREVIEUX, *Ingénieure env. à l'AMIC*

Nous explorons plusieurs pistes de synergies, comme les achats groupés, par exemple pour des services de blanchisserie ; le partage d'équipements, comme des stocks communs de produits d'entretien entre hôtels.

Dans le domaine de la prévention et la valorisation des déchets : les hôtels ont choisi de travailler avec une petite brasserie locale consignant les bouteilles de bière, au lieu d'acteurs industriels. Ce choix a favorisé l'émergence d'une filière de réutilisation locale. Nous créons aussi de nouvelles activités économiques, comme un parcours d'observation des oiseaux, qui permet de lier la protection de la biodiversité au développement touristique.

L'éducation et la sensibilisation font également partie intégrante de la démarche : une exposition sur l'autonomie alimentaire, des diffusions de films, notre site web servant de vitrine publique et calendrier des initiatives locales, etc. Des actions ont été menées avec les écoles primaires, notamment des jardins pédagogiques, où les enfants apprennent à cultiver en permaculture. Ces jardins permettent non seulement d'enseigner des pratiques durables, mais aussi de renforcer les liens sociaux entre les habitants, un aspect crucial dans le contexte insulaire. **Enfin, nous nous attelons à préserver les communs et la solidarité qui y est liée, comme en préservant la capacité d'accueil proche de la gare de Vizzavona.**



ATELIER C : PEUT-ON FAIRE DE L'EIT SANS SUBVENTION ? MODÈLES ÉCONOMIQUES : CONSTAT ET ÉVOLUTIONS

Animé par A. DAIN,
Chef de projet Économie Circulaire
et Expert EIT à l'APESA

INTRODUCTION : FINANCEMENT DES DÉMARCHES EIT

A. DAIN, *Chef de projet Économie Circulaire et Expert EIT à l'APESA*

Toutes les démarches d'EIT sont différentes, et pourtant, il y a une constante : **pas d'EIT sans animation, pas d'animation sans animateur-rice, et pour financer cette fonction, il faut un modèle économique**. Il n'y a pas un modèle économique fixe aux démarches d'EIT, car il y en a rarement deux qui se ressemblent. **Il est important de définir les objectifs de sa démarche d'EIT pour le territoire. Le modèle économique n'est qu'un moyen pour les atteindre.**

On identifie différentes sources de financement : **les subventions publiques** (régionales, locales, européennes), **les financements de projet** (réponse à des AMI et appels à projet, etc.), **les cotisations** (permettent une certaine stabilité, mais n'est généralement pas le financement majoritaire), **les prestations et services**

(aux adhérents, collectivités, entreprises et autres acteurs extérieurs) et les **financements privés** (sponsoring par exemple), sans oublier les **ressources non financières** : mise à disposition de locaux, prêt de matériel, bénévolat, etc.

[L'état des lieux 2024 mené par Orée](#) révèle que 61 % des financements des démarches EIT en France sont encore portés par le public – l'ADEME et les régions principalement. Ces financements ont tendance à se réduire voire s'arrêter avec l'avancée de la démarche dans le temps. On distingue : **les subventions de fonctionnement** (permettent à la structure d'assurer ses fonctions de manière globale), **les subventions de projets spécifiques** et celles liées à **l'amorçage**.

Les activités types d'une démarche EIT qui génèrent des revenus : gestion de projets, animation et détection de synergies, facilitation et appui à la structuration de synergies, portage administratif ou opérationnel de synergies.

PEUT-ON FAIRE DE L'EIT SANS SUBVENTION ?

EXPÉRIENCE DES DÉMARCHES HISTORIQUES

L. BRUYCHE, *Responsable territorial chez ECOPAL*

ECOPAL a été créé en 2001. Basé à Dunkerque, il est l'animateur local et régional de l'EIT. La démarche est portée par une association. Après une histoire tumultueuse, la démarche représente aujourd'hui 5 ETP et 108 adhérents.

En 2002, une quinzaine d'entreprises ont souhaité travailler sur l'EIT : c'était une démarche nouvelle et innovante, ce qui a permis d'avoir des subventions et adhésions. En 2013 : la poursuite des subventions publiques et la création d'un partenariat avec la CCI. Cette dernière nous reversait un pourcentage pour chaque adhésion au club d'entreprise. Nous avons atteint 350 entreprises adhérentes. Entre 2015 et 2018, le territoire a arrêté les financements. L'ADEME et la région continuaient de soutenir le projet. **En parallèle, différents enjeux relationnels, des projets qui ont pris fin, etc. Bref : des recettes en moins, mais des dépenses qui restent.** En 2018, nous entamons une procédure de sauvegarde ! ECOPAL a dû repartir, non pas de zéro, mais de – 170 k€, peu de personnel, des dettes et une pandémie mondiale. Malgré les difficultés, on a conservé un lien de confiance avec les financeurs, le territoire est revenu à nos côtés. **On a commencé à diversifier nos financements, notamment en proposant des prestations pour des territoires, répondant à des appels d'offres, etc. Souvent, on travaille en binôme avec des bureaux d'études** : on apporte la vision locale du territoire, les bureaux d'étude apportent une expertise sur des sujets spécifiques et fait monter en compétence les équipes en interne. En 2023, on a fini de rembourser la dette !

Aujourd'hui, on a un modèle économique bien plus réparti parmi les subventions (locales, de l'ADEME, de projets), les prestations publiques, les prestations et partenariats privés et les cotisations (l'adhésion est entre 240 et 4000 € en fonction du nombre de salariés). Les financements publics sont pertinents sur les projets qu'on n'arrive pas à faire financer en direct par les entreprises, mais qu'on sait être d'intérêt commun. Les leçons à tirer : 1/ N'importe quelle structure de l'EIT est en constante pérennisation. Le modèle économique est en constante évolution. On n'est jamais à l'abri de réduire les effectifs, ou même de fermer ! 2/ Dans le modèle économique, il y a les recettes... Mais aussi les dépenses : toujours s'adapter à ce qu'on peut vraiment avoir. 3/ L'enjeu de développer des prestations et aller chercher de nouvelles adhésions, c'est qu'il faut savoir vendre... Or, la plupart des profils qui travaillent dans l'EIT ne sont pas des commerciaux. Ça peut être pertinent de monter en compétences (sans pour autant devenir un bureau d'études). 4/ Parfois, c'est utile de se spécialiser sur un sujet : à une période, j'étais seul donc j'ai tout axé sur la matière.

G. LANNOU, *Directeur du Club d'Écologie Industrielle de l'Aube*

Le CEIA existe de manière informelle depuis 2003, et en tant qu'association depuis 2008. Aujourd'hui, c'est 45 membres, répartis en 4 collèges dans la gouvernance : 30 entreprises, 6 collectivités et institutions, 4 représentant-e-s professionnels et 5 structures de l'enseignement et la recherche.

En 2003, c'était un club d'EIT informel, animé en pointillé par des stagiaires qui se succédaient. Je suis arrivé en 2005 et je suis resté. Jusqu'en 2014, j'étais salarié par l'UTT (Université Technologique de Troyes) pour un job plus large, avec une part d'animation du club. Pendant cette période, le club était un terrain d'expérimentation pour le labo de recherche de l'UTT. Mais il y avait un déphasage entre la temporalité de la recherche (3 ans, une thèse) et de l'entreprise (3 mois, une commande !). Ces dernières ne s'y retrouvaient pas. J'ai alors repensé le modèle, interrogé les entreprises sur leurs besoins, et établi une feuille de route. En 2016, Clémence est embauchée à temps plein. En 2019, on essaye de marketer l'offre pour la présenter aux entreprises et acteurs. On dégage alors 3 axes : Services, Animations et Événements. **On développe des prestations en identifiant là où on est ultra légitime** – par exemple, notre système de RDV d'affaires à l'issue des ateliers d'identification de synergies. On propose un pack pour accompagner les territoires sur ces RDV, on développe des études pour des entreprises, etc. **Ces prestations permettent de financer ce qui ne le sera plus par l'ADEME et la région.** On recrute également Pierre 1 jour par semaine, via un **groupement d'employeurs : ce dispositif est un super tremplin pour recruter moins d'un ETP !** Notre modèle économique aujourd'hui : les adhésions et les prestations. Le Congrès Ressources, tous les deux ans, est financé par les entrées et les partenaires – on ne fait pas de bénéfices. La seule part d'argent public est ma mise à disposition à 20 %, et des subventions pour le Congrès Ressources. On a 3,8 ETP. De nombreux atouts ont permis ça, notamment : on est indépendants, y compris vis-à-vis des élus ; on a une équipe stable, donc des visages connus, nous agissons comme facilitateur et fédérateur sur le territoire.

Peut-on faire de l'EIT sans subvention ? Au moins les 6 premières années, non, ce n'est pas possible. Il doit y avoir une impulsion. Et c'est normal : on nous délègue une mission pour le territoire et ça mérite d'être soutenu. Le CEIA tend vers un modèle sans subvention, mais ça ne sera pas possible pour toutes les démarches.

Concernant le fonctionnement avec les BE : parfois, on peut répondre ensemble à une demande. Le BE apporte son expertise analytique, technique. On vient nous chercher pour la conviction, pour apporter le témoignage du territoire et de la dynamique mise en place, parfois aussi sur l'animation territoriale.

PEUT-ON FAIRE DE L'EIT SANS SUBVENTION ?

Si vous êtes invité par une collectivité pour un témoignage, demandez juste un défraiement. Mais si c'est une prestation qui va plus loin : c'est payé.

AUTRES MODÈLES JURIDIQUES

F. SPRECHER, *Directeur Général d'Estuaire Énergies*

En 2015, avec Pole Sineo, je n'arrivais pas à engager suffisamment les entreprises et acteurs économiques. On a eu l'idée de créer une SCIC : Estuaire Énergies. **Miser sur le secteur de l'énergie était un moyen d'aller chercher de l'argent là où il y en a, et le maintenir sur le territoire, pour financer l'EIT sur d'autres flux.** Pole Sineo a fait des prestations pour la SCIC, mais a finalement fermé l'année dernière : liquidation. Et ça aurait été bien plus grave sans les subventions.

Les avantages de la SCIC : 1/ **je n'ai que des actionnaires** (entreprises et collectivités). Nous décidons de ne pas avoir de clients ni de fournisseurs : je n'ai à renouveler ni adhésion ni contrats. C'est à elles de partir si elles le souhaitent. 2/ **J'ai accès systématiquement au patron ou la patronne**, la seule personne d'une entreprise qui peut devenir sociétaire d'une autre. Ça permet d'avoir assez de visibilité et pérennité pour développer l'EIT, s'engager dans la durée. 3/ **Les personnes sont impliquées puisqu'elles sont actionnaires**, donc responsables d'assurer le fonctionnement de la SCIC.

On agit sur 3 axes : acheter mieux ses énergies ; consommer mieux ; produire plus d'EnR pour revendre le surplus (d'ici 2030, on souhaite produire 20 % de notre énergie et mettre en place une autoconsommation collective). Nous rendons de réels services aux entreprises actionnaires : performances économiques à l'achat de l'énergie, donc des économies. Les entreprises ne rechignent pas à investir dans la coopérative puisqu'elles ont des bénéfices concrets.

Le modèle économique : 3000 € de parts sociales à verser à Estuaires Énergies pour être actionnaire. Ça a créé du capital pour démarrer les actions et financer directement un ETP. **Puis, à chaque économie sur l'énergie, la SCIC garde une partie pour financer ses activités. Ce mode de financement est adaptable aussi dans d'autres secteurs.** Mais cette présentation n'est pas une opposition entre deux systèmes : **il n'y a pas de bonne ou mauvaise réponses, l'association a beaucoup d'intérêt aussi. La SCIC est un autre chemin à avoir en tête.**

F. HALL, *Animateur écologie industrielle et territoriale du Pays Thur Doller*

Je fais de l'EIT sur un petit territoire : les deux dernières vallées tout au sud de l'Alsace, 3 com com, près de Mulhouse. Une économie pendulaire : beaucoup de personnes vont travailler à Mulhouse, voire en Suisse, et vivent sur le territoire. Un retour sur l'histoire : la démarche a été initiée par la MEF et soutenue par

Climaxion, de 2016 à 2019, avec un ETP. La MEF a fermé en 2019, la démarche et son animation ont alors été portées par le Pays Thur Doller. Le développement de la méthode s'est poursuivi jusqu'en 2022, où il y a eu une hypertrophie de la démarche EIT pour récupérer de la matière industrielle et la mettre à disposition de l'ESS – notamment du textile, qui est facile à travailler et à valoriser en insertion. Les acteurs avec qui je travaille ont vraiment commencé à comprendre ce qu'est l'EIT et ce que ça apporte au territoire. Mon contrat a été renouvelé par le Pays pour 2022 – 2025, mais sur fond propre, sans le soutien de Climaxion. Après, il faudra trouver un autre modèle, car ce n'est plus soutenable pour Thur Doller.

Aujourd'hui, je définis mon métier comme celui de sourceur : Personne dont le métier est de rechercher ce qui peut satisfaire le client en explorant les ressources existantes. Le sourceur doit notamment connaître les flux (interne, entrant, sortant, traversant) et leur évolution. Aujourd'hui, 87 % des flux financiers de la démarche vont vers l'ESS – majoritairement des structures d'insertion, puis des ressourceries, et des structures médico-éducatives ou artistiques. **Pour la pérennisation, un des problèmes est que la démarche repose encore trop sur moi.** Nous explorons plusieurs pistes : 1/ Création d'une association préfiguratrice d'une SCIC, mais cela met du temps à se mettre en place ; 2/ un groupement d'employeurs ; 3/ monter le poste de sourceur aux agences de développement économique au niveau régional – mais aujourd'hui cette fonction n'est pas sur la récupération de matière, mais sur le développement d'entreprise.

MONTANT ET CONTENU DES COTISATIONS

G. LANNOU, *Directeur du Club d'Écologie Industrielle de l'Aube*

La cotisation est entre 300 et 700 €, selon le CA pour les entreprises, et selon le nombre d'habitants pour les collectivités (voir notre [règlement intérieur](#)). Nos membres adhérents et partenaires ont accès à une journée de rencontre avec un atelier thématique, un déjeuner convivial, une visite de site, et bien sûr l'effet réseau. On va également visiter tous nos nouveaux membres pour constater ses déchets et pouvoir entamer une réflexion, ou rediriger.

F. HALL, *Animateur écologie industrielle et territoriale du Pays Thur Doller*

Dans la démarche que j'anime, **ce n'est pas une adhésion, mais une souscription. Les acteurs qui croient à la démarche peuvent payer, selon le nombre de salariés.** Je ne voulais pas un système exclusif : je travaille beaucoup avec certains même s'ils n'ont pas payé, peu avec d'autres qui n'ont pas de problématique, même s'ils ont souscrit.



ATELIER D : L'IMPLICATION DES ENTREPRISES

Animée par C. VALLUIS,
Consultante et formatrice chez Colibree

MOBILISER

P. LOHEZIC, *Directeur de l'ADECC*

L'ADECC (Association pour le développement de l'économie circulaire et collaborative) a été créée 2017 à l'initiative de dirigeant.e.s d'entreprises et avec l'appui de la CCI de Maine-et-Loire et de l'ADEME. À partir de 2023, elle noue des conventions et des actions avec des collectivités, qui ont besoin d'un acteur pour animer leurs actions avec les entreprises. En 2024, elle regroupe plus de 200 adhérents, représentant plus de 20 000 collaborateurs.

L'ADECC a pour mission de faire progresser les acteurs économiques et les territoires dans leur démarche d'économie circulaire de façon collaborative. Nous agissons auprès de 3 types d'organisations : les entreprises de l'industrie et

la production – les plus représentées, les acteurs du tertiaire et des commerces, les EPCI. Un travail est en cours ou prévu avec une quinzaine de territoires ou réseaux d'entreprises, sur ce qu'on a renommé : l'Économie Circulaire Territoriale.

Quelques pratiques de mobilisation qu'on met en place : **identifier les acteurs en amont et les cartographier pour adopter une approche écosystème dans les partenariats** ; **s'appuyer sur des leaders territoriaux (dirigeants par ex.)** ; **cooptation** : demander à l'adhérent.e de venir avec 1 personne qu'il connaît bien au meet-up ; travailler avec un groupe d'ambassadeurs. **Les entreprises ambassadrices : l'idée est de leur apporter des résultats, et leur donner envie de raconter leurs belles histoires sur la démarche !** Un enjeu est d'impliquer les bons acteurs pour ça. Par exemple, nous avons travaillé avec Leroy Merlin, qui touche également les particuliers.

IMPLICATION DES ENTREPRISES : CANAUX ET RÉSEAUX MOBILISABLES

L'objectif ensuite est de donner envie par des exemples et des actions concrètes. Faire des infographies par exemple, ou des vidéos : des supports plus visuels. Les infographies peuvent partager des chiffres clés sur la démarche, montrer les différentes actions engagées sur le territoire ou encore zoomer sur une synergie mise en place.

« Pour savoir mobiliser, il faut connaître son écosystème. »

Il est important de rester humble. Les clés qui fonctionnent c'est notamment de connaître son écosystème. **D'un territoire à l'autre, il y a un fonctionnement très différent, donc la stratégie de mobilisation et de communication sera différente.** Identifier les bonnes entreprises, savoir qui a le lead, connaître les réseaux des entreprises entre elles et vers l'extérieur. L'ADECC a mis en place des petits moments de convivialité : *afterwork* le soir avec un principe de cooptation, y compris sur des territoires qui n'ont pas l'habitude : cela permet de toucher plus d'entreprises.

Sur l'agglomération d'Angers, un groupe de travail a été mis en place sur des critères d'achats des clients, qui ont ensuite invité leurs fournisseurs : tout le monde s'est senti concerné et inclut. Cela a prouvé son efficacité.

D. MAREZ, *Responsable territorial chez ECOPAL*

Au début de la démarche, il est important d'identifier les personnes et acteurs qu'il y a sur le territoire, et leurs interactions. Sur Dunkerque par exemple, 23 synergies actives ont été recensées. Dans la plupart d'entre elles, on retrouvait une entreprise commune : Arcelor Mittal.

Pour mobiliser les entreprises, on leur présente les réductions de déchets ou gains économiques potentiels. Si ces arguments les ont convaincus : on les invite aux ateliers. **Un bon outil pour trouver les arguments et mobiliser : faire des fiches personae. Il s'agit d'écrire les différents profils type avec qui on travaille,** et d'identifier : ses attentes et besoins, les arguments qui peuvent le toucher, ses missions et préoccupations au quotidien, ce qui le pousserait à rejoindre une démarche EIT et, au contraire, ses craintes ou contre-arguments.

É. BROUSSIN, *Chargée de projet économie circulaire chez Initiatives Durables*

J'interviens sur le territoire strasbourgeois, sur lequel il y a 3 démarches EIT avec des degrés de maturité différents. La démarche CLES (Coopérations Locales et Environnementales en Synergies), la plus ancienne des trois, a été initiée en 2013 et est portée par le GUP – une association locale créée en 1947 pour fédérer les entreprises situées sur les espaces portuaires du territoire. A noter : dans ce

territoire, le portage politique est fort : **la présence de l'élu au cours du processus permet d'engager la logique d'EIT.**

Pour la démarche CLES, on utilise différents canaux de communication : **une newsletter interne, un kit de communication à destination des salariés, une plaquette de présentation, des supports vidéos, un site internet, ainsi que le compte LinkedIn du GUP.** On relaye nos infos via les réseaux d'Initiatives Durables et l'Eurométropole de Strasbourg principalement. La newsletter mensuelle fonctionne assez bien. On y partage la programmation, on envoie des mails de diffusion de ressources et des notes de veille. **Par ailleurs, pour les événements, on envoie directement des invitations de calendrier Outlook, plutôt que du mailing,** pour communiquer facilement toutes les infos pratiques et logistiques.

Pour les deux autres démarches, on est plus minimalistes : newsletter interne, plaquette, et pour la démarche de la Plaine des Bouchers, le compte LinkedIn de GEM, l'association porteuse. Dans tous les cas, la base de la communication c'est : un logo, un nom, un slogan, et des punchlines.

Sur CLES, toute cette communication passe par nous. Dans les autres démarches au contraire, il y a des personnes référentes thématiques par entreprise, ainsi qu'un relai efficace sur les réseaux sociaux. Pour l'EIT de Strasbourg, c'est l'association d'entreprises qui porte la communication.

On reçoit une aide précieuse des associations d'entreprises. Le contact passe par la présidente de l'association : elle parle en tant que cheffe d'entreprise et donc trouve les bons mots, montre les résultats les plus parlants et les plus pertinents. **Il est essentiel de jouer des postures de chacun pour plus d'efficacité, plus de légitimité, et donc une écoute plus attentive des entreprises. Il est important d'adapter le discours à chaque interlocuteur – notamment à l'aide de la méthodologie du personae.**

Enfin, on porte des actions concrètes et ciblées. La diversité des actions permet de raccrocher des personnes intéressées par différents sujets et capter des entreprises que l'on ne voyait pas avant.

« Chaque action mobilisera différentes entreprises, permettant au fil du temps de fédérer tout le monde. »

Par exemple, on a organisé une collecte de jouets en entreprise, avant Noël, avec Emmaüs Mundo : on touche les parents salariés. On a aussi organisé une collecte de matériel numérique, pour faire le pont avec le *digital clean-up day* ; ainsi qu'une bourse aux matériaux.

IMPLICATION DES ENTREPRISES : CANAUX ET RÉSEAUX MOBILISABLES

FIDÉLISER

P. LOHEZIC, *Directeur de l'ADECC*

Pour fidéliser, notre approche est d'accompagner l'entreprise adhérente, sur sa production et ses compétences, pour la faire progresser dans sa démarche et collaborer avec les autres acteurs.

Un point central est le processus d'accueil : nous avons défini les étapes par lesquelles chaque adhérent·e passe, pour permettre sa progression. Avec des rencontres, des points de suivi et différentes solutions pour leur permettre de passer à l'étape suivante (parcours collectif, prestations de l'ADECC, événements, etc.).

On propose également aux entreprises de lancer des défis pour associer les collaborateurs à ces démarches.

D. MAREZ, *Responsable territorial chez ECOPAL*

La communication est trop souvent négligée. Pourtant, elle joue un rôle majeur aux étapes de mobilisation et fidélisation : pour mettre en avant des démarches d'EIT, fédérer les acteurs d'un territoire, sensibiliser tout type de personne et partager les bonnes pratiques. C'est ce qui permet d'avoir un contact continu avec les acteurs.

Chez ECOPAL, on dédie beaucoup de temps à la communication : tout est internalisé – grâce à mes compétences initiales, puis le recrutement d'une alternante qui m'a libéré du temps pour le terrain. **Internaliser coûte moins cher qu'une prestation, limite les allers-retours et garanti d'avoir les bons éléments de langage.** Les mails et la communication sur les réseaux (réseau Synapse et réseaux régionaux) fonctionnent pour notre démarche. En réseau social, on a décidé de n'utiliser que LinkedIn : le seul réseau professionnel, et une vitrine de l'EIT dans chaque territoire. En juillet 2021, on avait 183 abonnés, en 2024 : 3 869. On utilise Slack pour les discussions en interne ou avec d'autres acteurs : c'est la messagerie des entreprises. **Les réseaux régionaux permettent de voir les idées des autres démarches EIT, et de mettre à disposition ou recevoir des documents.** Ne pas hésiter aussi à utiliser la presse locale.

Quelques idées de contenus pour la communication : relayer de bonnes initiatives, réaliser des retours d'expériences, faire de la sensibilisation, organiser des groupes de travail et webinaires, etc.

É. BROUSSIN, *Chargée de projet économie circulaire chez Initiatives Durables*

L'enjeu de l'implication et de la fidélisation est central pour conserver la démarche.

Dans la démarche CLES, un espace de travail partagé est en cours de développement sur Sharepoint, depuis qu'on a décidé d'arrêter d'utiliser Teams. En effet, on a trouvé que son interface n'était pas assez ergonomique, et donc le travail collaboratif pas fluide. **L'espace de travail collaboratif s'adresse aux entreprises adhérentes et partenaires de CLES, pour échanger et mettre en commun des ressources, plutôt que les envoyer par e-mail** : les coordonnées, le kit de communication, les documents des groupes de travail, un catalogue de ressources, etc. Les newsletters ne sont pas nécessairement envoyées au moment où les entreprises en ont besoin : ici, elles peuvent trouver les bonnes ressources au bon moment. Nous avons également mis en place un serveur pour communiquer en interne.

Par ailleurs, on organise un RDV individualisé avec chaque adhérent·e : minimum un tous les 2 ans. C'est très utile, notamment pour fidéliser et remobiliser dans la démarche EIT.

PARTAGES DES PARTICIPANT·E·S

La méthode qui fonctionne pour mobiliser c'est la promesse d'impacts positifs : parler des indicateurs généraux, et répondre aux attentes spécifiques des entreprises qui rejoignent la démarche.

Un enjeu rencontré : le manque de temps des entreprises, qui rend difficile leur mobilisation. Il faut créer du lien avec les membres de la direction d'entreprises pour faciliter le dialogue. Privilégier la convivialité.

Le diagnostic gratuit mobilise plus d'entreprises, car elles se sentent libres par la suite de décliner. Cela permet aussi de toucher les acteurs seulement "curieux" et de les laisser faire leur cheminement d'EIT à leur rythme, à la suite de la réunion.

Dans les territoires étendus, dans lesquels les entreprises sont éloignées : l'enjeu est de fédérer les acteurs des symbioses, avec la difficulté à trouver des lieux centraux. Pistes de solution : **multiplier les ateliers et groupes de travail, pour entretenir les liens et montrer le sens de la démarche ; mobiliser les dirigeant·e·s le plus souvent possible ; s'adapter à leur cadre de parole, leurs arguments.**

Points de vigilance sur la sursollicitation due à la multiplication des outils de communication. Il faut varier et adapter en fonction des préférences des entreprises pour les toucher au maximum. **Trouver le bon ratio entre l'uniformité des canaux de communication et la personnalisation des canaux, pour maximiser le nombre de retours par rapport au temps passé.** Si la grande majorité des entreprises répondent favorablement à un moyen de communication personnalisé, alors cela mérite que l'on y passe plus de temps.



ANNEXES

LISTE DES ACRONYMES

- **ADEME** : Agence de la transition écologique.
- **AMI** : Appel à Manifestation d'Intérêt.
- **AMIC** : Association Méditerranéenne de l'Industrie Circulaire.
- **BE** : Bureau d'Études.
- **BtoB et BtoC** : Business to Business et Business to Customer.
- **BTP** : secteur du Bâtiment et des Travaux Publics.
- **CA** : Chiffre d'Affaires.
- **CCI** : Chambre de Commerce et d'Industrie.
- **CEIA** : Club d'Écologie Industrielle de L'aube.
- **D3E** : Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques.
- **DD** : Développement Durable.
- **DREAL** : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement.
- **EC** : Économie Circulaire.
- **ECOPAL** : ECONomie et ECOlogie Partenaires dans l'Action Locale (démarche EIT à Dunkerque).
- **EIT** : Écologie Industrielle et Territoriale.
- **EnR** : Énergies Renouvelables.
- **EPCI** : Établissement Public de Coopération Intercommunale.
- **ESS** : Économie Sociale et Solidaire.
- **ETP** : Équivalent Temps Plein.
- **ISO** : Organisation Internationale de Normalisation (*International Organization for Standardization*).
- **JO et JP** : Jeux Olympiques et Jeux Paralympiques.
- **NISP®** : National Industrial Symbiosis Programme ; ou **PNSI** : Programme National de Synergies Interentreprises
- **PIB** : Produit Intérieur Brut.
- **PME** : Petites et Moyennes Entreprises.
- **PTCE** : Pôle Territorial de Coopération Économique.
- **RED II** : *Renewable Energy Directive 2*.
- **REX** : Retour d'expérience.
- **RH** : Ressources Humaines.
- **RSE** : Responsabilité Sociétale des Entreprises.
- **SARA** : Société Anonyme de la Raffinerie des Antilles.
- **SBTi** : *Science Based Targets initiative*.
- **SCIC** : Société Coopérative d'Intérêt Collectif.
- **TET** : Territoire Engagé Transition écologique (dispositif de l'ADEME).
- **TZCLD** : Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée.

LISTE DES CONGRESSISTES

NOM	PRÉNOM	STRUCTURE
ABBOU	Nadia	RODEZ AGGLO
ABEL	Aurélien	TY WASTE
ALAZET	Nicolas	ENEDIS
ANGOT	Estelle	EDF R&D
BABASSANA	Mehdi	CC DE LA BRIE NANGISIENNE
BAILLIF	Emilie	CCI LOIR-ET-CHER
BAILLY	Jean-Marie	ARTEMISE
BANGUILLOT	Julie	ELCIMAI ENVIRONNEMENT
BARDOT	Marion	RÉGION GRAND EST
BAREL	Christophe	ADEME
BAUCHAIRE	Eloi	UTT
BAUDIN	Angélique	GIE OPALE ACHATS
BAUDON	Violaine	APESA
BAUDOU	Jérémie	EDF
BERTHELOT	Pauline	AIR EQUIPEMENT INDUSTRIEL
BESSIN	Salomé	UTT
BEYEME-ESSANDONE	Ashley-Ely	UTT
BIERMÉ	Claire	CA PARIS-SACLAY
BIEUVILLE	Bérénice	INDÉPENDANTE
BILLANT	Jean	CIRCULE'R
BIRAULT	Guillaume	SAINT-BRIEUC ARMOR AGGLO.
BOULARD	Angelina	TEAM2
BOUR	Etienne	RÉGIE DU SDDEA
BRANDON	Arnaud	L'ART ET LA MATIÈRE

LISTE DES CONGRESSISTES

NOM	PRÉNOM	STRUCTURE
BRANDON	Arnaud	L'ART ET LA MATIÈRE
BRICOUT	Christian	COMPOSITEX
BROUILLARD	Pierre	CONSULTENERGIE
BROUSSIN	Eloïse	INITIATIVES DURABLES (ÉQUIPE SYNAPSE)
BRUYCHE	Lionel	ECOPAL
BRY	Antoine	UTT
BUCHER	Emmanuelle	RE-VERT
BURET	Benoit	CR NORMANDIE
CAMEN	Andreea	INITIATIVES DURABLES
CHAPUIS	Benoit	UTT
CHARMONT	Philippe	GIP BUSINESS SUD CHAMPAGNE
CHEVALIER	Bertand	TROYES CHAMPAGNE METROPOLE
CHEVRANT	Luar	VILLETTE EMPLOI
CHIRON	Antoine	ADEME GRAND-EST
CLAUDE	Justine	INITIATIVES DURABLES
CLAYSEN	Arthur	VILLETTE MAKERZ
CLERGET	Laure	ARTEMISE - CEIA
COLIN	Mathilde	CLUS'TER JURA
CORDOBA	Vanessa	BANQUE DES TERRITOIRES
COSTE	Diego	UTT
CREVIEUX	Anne-Marie	CABINET AMIC
CREZE	Guillaume	ADEME
CROS	Valentin	CEIA
DAIN	Alexandre	APESA

LISTE DES CONGRESSISTES

NOM	PRÉNOM	STRUCTURE
DAN	Oswald	UTT
DASILVA	Franck	SYNERGIE PEI OI
DEHU	Allison	SEE YOU SUN
DEPLUS	Quentin	IDEA
DEPREZ	Pascal	RÉGION GRAND EST
DEREGNAUCOURT	Arthur	SEM ENERGIE
DERIVE	Alexandre	BIOTOP
DERMINE	Sabrina	UNIVERSITÉ DE TECHNOLOGIE DE TROYES
DEROUET	Amandine	AGGLOPOLYS
DESERT	Bruno	RÉGION GRAND EST
DEVAUX	Benoît	ADEME GRAND-EST
DJEBBI	Hayet	IDEA
DO	Angélique	UTT
DORAI	Mickaël	VEKA RECYCLAGE
DREVAUX	Camille	NOUVEL'R
DUBARRY	Michel	EDF
DUBOIS	Baptiste	MD BIOGAZ CO2
DURET	Benoît	MYDIANE - SCOP OZON (ÉQUIPE SYNAPSE)
DUVERLIE	Pierre	RÉSEAU RECTO VERSO
EROHINA	Daniela	AGROPARISTECH
FALLAIS	Benjamin	TROYES CHAMPAGNE MÉTROPOLE
FAZIO DERRAIL	Cindy	NYMPHEA
FELZINE	Christophe	GES COOPELIS
FLAMENT	Olivier	APSV - QUARTIER CIRCULAIRE VILLETTE - ROSA PARKS

LISTE DES CONGRESSISTES

NOM	PRÉNOM	STRUCTURE
FORGEOT	Cécile	TROYES CHAMPAGNE MÉTROPOLE
FOSSET	William	RESEAU RECTO VERSO
FRANÇOIS-DIEHL	Emilie	RE-VERT
GAMELIN	Marlène	ECOPAL
GARNIER	Sébastien	BREST MÉTROPOLE
GAUTHEROT	Basile	SAS CAVI
GAUTIER	Ernestine	TY WASTE
GAVEAU	Maëlie	UTT
GENTRIC	Nolwenn	TEHOP
GILBERT	Pierre	AIR EQUIPEMENT INDUSTRIEL
GILLET	Laure	CIRCULE'R
GOSSIN	Héloïse	ATELIER AILE2
GOUTORBE	Cyril	SMEVOM DU CHAROLAIS-BRIONNAIS ET DE L'AUTUNOIS
GREFFEUILLE	Laurent	RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
GREGOIRE	Corentin	EUROMÉTROPOLE DE METZ
HALL	Frédéric	PAYS THUR DOLLER
HAUVILLE	Alexia	LE HAVRE SEINE METROPOLE
HERARD	Fabienne	LA COMPOSTIERE DE L'AUBE/FNADE
HOMBERT	Marc-Antoine	PERSEE3C
HOMHR	Claude	CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'AUBE
HOUARD	Bruno	TCM
HUBAU	Louis	NOUVEL'R
HUBERT	Elodie	NEO-ECO

LISTE DES CONGRESSISTES

NOM	PRÉNOM	STRUCTURE
JAFFUEL	Émilie	AD'OCC
JEANNEROD	Sarah	OREE
JUBLAN	Hugo	MEDEF
JULLIAN	Loïc	CC DU SISTERONNAIS-BUËCH
JUMAUD	Noémie	RÉGION GRAND EST
KAHN	Jean-Philippe	VEOLIA RECYCLAGE & VALORISATION
KARMAN	G.Alexander	UBIQUUS
KAUFFMANN	Isabelle	DREAL GRAND EST
KHEMKHEM	Samira	UNIVERSITÉ DE STRASBOURG
KIMENAU-FETTER	Andy	CC SARREBOURG MOSELLE SUD
KINER	Eva	UTT
KOPP	Laurent	CCI LOIR-ET-CHER
KRAUSKOPF	Charles-Alexandre	BANQUE DES TERRITOIRES
LABIT	Damien	ECOPAL
LADAM	Sarah	CAP INNOVE
LAFORGE	Maxime	MICHELIN
LANFROY	Pauline	CCVCD
LANNOU	Caroline	SDDEA ET SA RÉGIE
LANNOU	Grégory	CEIA
LARBALETIER	Pierre	GROUPE LARBALETIER
LATOIR	Juliette	APSV - QUARTIER CIRCULAIRE VILLETTE - ROSA PARKS
LAYBOURN	Peter	INTERNATIONAL SYNERGIES LIMITED
LE ROUX	Frédéric	PARIS SEINE NORMANDIE
LEDAIN	Leeza	UTT

LISTE DES CONGRESSISTES

NOM	PRÉNOM	STRUCTURE
LEMARCHAND	Pierre	CEIA
LEMAZURIER	Emmanuel	INERIS
LENOIR	David	CEIA
L'HARIDON	Virginie	G4DEC
LOHEZIC	Philippe	ADECC
LOUBIÈRE	Vincent	ODYSSÉE
LUBIN	Richard	RÉGION GRAND EST
LUNG	Caroline	CA BÉTHUNE-BRUAY
MABILAMA	Emeraude	COMMUNAUTÉ PORTUAIRE SEINE AVAL
MAGLOIRE	Arnaud	TROYES CHAMPAGNE METROPOLE
MAMELLE	Eva	ADEME
MAREZ	Damien	ECOPAL
MARION	Louis	UTT
MARTINEZ	Lucas	UTT
MATHÉ	Marcelline	UTT
MERLIER	Tom	AUXILIA CONSEIL (ÉQUIPE SYNAPSE)
MIKOL	Sandrine	BREST MÉTROPOLE
MILON	Lucie	EIT SUD VIENNE
MITCHELL	Laetitia	IMS LUXEMBOURG
MOREAU	Hugo	UTT
MORIN	Gabrielle	UTT
MOUSIN	Nathalie	VEOLIA
NIMPA NGOUFO	Abed Julius	UTT
NOORDMAN-BROISIN	Agathe	ASSO. ENTREPRISES ET ENVIRONNEMENT

LISTE DES CONGRESSISTES

NOM	PRÉNOM	STRUCTURE
NOURADINE	Kamélia	COMMUNAUTÉ PORTUAIRE SEINE AVAL
O'NEILL	Kelly	SEVADEC
OSTROWSKY	Grégory	AGGLOMERATION GRAND ALBIGEOIS
OUALI	Michaël	CC DES CRÊTES PRÉARDENNAISES
OUEIS	Carina	UBIQUUS
OULD HAMMOUDA	Sarah	COMMUNAUTÉ PORTUAIRE SEINE AVAL
PAOLI-GAGIN	Vanina	SÉNATRICE DE L'AUBE
PAPAIX	Pierre	TOULOUSE METROPOLE
PELLERIN	Angèle	ADEME
PELUD	Lionel	PÔLE MÉT. DU GENEVOIS FRANÇAIS
PERRIN	Olivier	ELCIMAI ENVIRONNEMENT
PETIT	Ilona	INEC
PETIT	Audrey	MAIRIE DE ROUBAIX
PIERRON	François	DREAL GRAND EST
PIERROT	Olivier	INBW
PIGNON	Romuald	EIT SUD VIENNE
PILLON	Julie	CIRCULE'R
PINNA	Jennifer	CTTEI
PLARD	Camille	VILLE DE ROUBAIX
PUECH	Jessica	CCI OCCITANIE
PUJOLLE	Vincent	CC DU BARSÉQUANAIS EN CHAMPAGNE
QUELENIS	Nina	CA BOURGES PLUS
QUEMERAIS	Christelle	BUSINESS SUD CHAMPAGNE
RAMAROSON	Michou	UTT

LISTE DES CONGRESSISTES

NOM	PRÉNOM	STRUCTURE
RAMET	Amélie	SYMBIOSCOPE
RAMETTE	Paul	VALOR' AISNE
RAPETTI	Nicola	UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER
RAVEAUX	Clément	CC DES CRÊTES PRÉARDENNAISES
RAYMONDI	Maude	SOLTENA (ÉQUIPE SYNAPSE)
REDIER	Cyril	UTT
REJNERI	Clémence	CEIA
RINGENBACH	Cédric	BLUE CHOICE
ROGOWSKI	Bruno	BRUNO ROGOWSKI
ROITEL	Sabrina	CC SARREBOURG MOSELLE SUD
ROUESNÉ	Thibaud	ADEME
ROUILLOT	Hugues	HUGUES ROUILLOT FILMS
RUFFIN	Antonia	PLAINE COMMUNE
SAID	Djamal-Dine	UTT
SAINT JEAN	Camille	NEO-ECO
SCHMIT	Catherine	TROYES CHAMPAGNE METROPOLE
SERRA	Anne-Lise	CC MARANA-GOLO
SIMONNET	Marc	UTT
SPICHER	Marie	ALONS'ZI
SPRECHER	Franck	ESTUAIRE ÉNERGIES
STEPHAN	Elio	UTT
STRUYVE	Jeanne	CEIA
TEULON	Helene	GINGKO 21
THIERY	Vincent	MARNE DEVELOPPEMENT

LISTE DES CONGRESSISTES

NOM	PRÉNOM	STRUCTURE
THOMAS	Maël	G4DEC
TISON	Marie	ADEME
TORTOLING	Sophie	EUROMÉTROPOLE DE METZ
ULMET	Ludovic	CA GRAND CAHORS
VADALA	Célia	IMS LUXEMBOURG
VALKO	Philippe	GRAND CHATELLERAULT
VALLUIS	Caroline	COLIBREE (EQUIPE SYNAPSE)

UN GRAND MERCI A NOS PARTENAIRES !

ORGANISATEUR



CO-ORGANISATEUR



L'écologie industrielle et territoriale répond aux

OBJECTIFS  **DE DÉVELOPPEMENT DURABLE**



NOS PARTENAIRES PREMIUM

Soutenu par



NOS PARTENAIRES ASSOCIÉS



L'ÉQUIPE DU CLUB D'ÉCOLOGIE INDUSTRIELLE DE L'AUBE

Pour votre présence, pour nos échanges, pour vos retours d'expériences, pour votre bonne humeur,
pour votre soutien...

Un
immense
MERCI
!

